

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1549

19 juin 2015

SOMMAIRE

Abizekid	74309	International A.C.P. S.A.	74325
Abizekid	74309	International Business Performers	74325
AC Balanced Real Return S.A. SICAV-SIF	74309	International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A.	74325
Alvema S.A.	74309	INVESCO Continental Europe Holdings	74326
Atmosphere Trade S.à r.l.	74310	ISOS S.à r.l.	74326
Ausreal S.A.	74310	Kartesia Credit Opportunities I S.C.A., SICAV-SIF	74327
AutoZone Latin America Holdings S.à r.l.	74308	Kermadec S.A.	74345
AutoZone Latin America Holdings S.à r.l.	74308	Loyalty Partner Holdings S.A.	74351
Avenir Investments Sàrl	74308	Professional Business Solutions S.A.	74307
Aviva Investors	74308	QSPIN Luxembourg Sàrl	74307
BBFD Investment S.à r.l.	74311	Rhine Germany Investment S.à r.l.	74352
Bedford Lux S.à r.l.	74310	Rhine Germany Pledgeco S.à r.l.	74352
Belfius Insurance Services Finance	74310	Rhodes Holding II S.à r.l.	74306
Headwaters Investments S.à r.l.	74311	Rhodes Holding II S.à r.l.	74306
Helux Holding S.A.	74314	Rhodes Holding I S.à r.l.	74307
Heralux	74314	Rhodes Holding I S.à r.l.	74307
Heralux	74314	Rushold S.A.	74306
Heritam SICAV	74315	Schneider Electric Major Investments S.à r.l.	74306
Horus Investissement S.A.	74319	Sensity	74306
Hotel & Resort Investment	74319	Sub Lecta 4 S.A.	74352
HPF 1 Holdco S.à r.l.	74320	Subsea 7 (Luxembourg) Sàrl	74306
HTTS - High Tech Trading System Fund	74322	Subsea 7 S.A.	74307
Immoatlas S.A.	74323	Subsea 7 S.A.	74307
Immobilière Lassner S.A.	74323	Trias GER IC Berlin - T S.à r.l.	74351
Immo Concept Sàrl	74323	Trias GER Parexel - T S.à r.l.	74351
ING Luxembourg	74324		
Interamerican S.A.	74324		
Interlux Asset S.A.	74324		

Rhodes Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 136.594.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061457/9.

(150070167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Rhodes Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 136.594.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061458/9.

(150070168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Rushold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 130.028.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061471/9.

(150070650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Schneider Electric Major Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 35, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 105.764.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061477/9.

(150070689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Sensity, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 42, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 170.521.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061479/9.

(150070545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Subsea 7 (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 87.470.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061486/9.

(150070377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

QSPIN Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3367 Leudelange, 10, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 115.178.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061449/9.

(150070256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Rhodes Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 136.173.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061455/9.

(150070159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Rhodes Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 136.173.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061456/9.

(150070160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Subsea 7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 43.172.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061487/9.

(150070276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Subsea 7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 43.172.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061488/9.

(150070373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Professional Business Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3367 Leudelange, 10, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 73.798.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015061442/9.

(150070364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

AutoZone Latin America Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.658.

Le Bilan consolidé de la société mère (AutoZone Inc.) au 31 Août 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Avril 2015.

AutoZone Latin America Holdings S.à r.l.

Sébastien Rimlinger

Gérant A

Référence de publication: 2015062732/14.

(150072702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

AutoZone Latin America Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.658.

Le Bilan consolidé de la société mère (AutoZone Inc.) au 30 Août 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Avril 2015.

AutoZone Latin America Holdings S.à r.l.

Sébastien Rimlinger

Gérant A

Référence de publication: 2015062733/14.

(150072707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Avenir Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 170.261.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 28 avril 2015.

Référence de publication: 2015062738/10.

(150072746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Aviva Investors, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 32.640.

Des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société qui a eu lieu le Mardi 7 Avril 2015

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale de la Société qu'au 7 Avril 2015, le Conseil d'Administration se compose comme suit jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016:

- M. Emmanuel BABINET, Administrateur, ayant son adresse professionnelle au 24-26, rue de la Pépinière, 75008 Paris, France;

- M. Mark FLAHERTY Administrateur, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg;

- M. Timothy LUCAS, Administrateur, ayant son adresse professionnelle au No 1 Poultry EC2R 8EJ Londres, Royaume-Uni;

- M. Jacques ELVINGER, Administrateur, ayant son adresse professionnelle au 2, Place Winston Churchill, L-2014 Luxembourg;

- Mme. Gemma COWIE, Administratrice, ayant son adresse professionnelle au No 1 Poultry EC2R 8EJ Londres, Royaume-Uni.

L'Assemblée Générale a ré élu PricewaterhouseCoopers (PWC), ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 28 Avril 2015.

Référence de publication: 2015062739/26.

(150072234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Abizekid, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2214 Luxembourg, 5, rue Nennig.

R.C.S. Luxembourg B 188.477.

Il résulte d'une cession de parts en date 27 avril 2015, entre la société ABIMARKET S.A. (le cessionnaire) et Madame ALISON ROSETTE, épouse HERTRICH (le cédant), que le cédant a cédé au cessionnaire cent trente (130) parts sociales de la société ABIZEKID S.à r.l. (la Société).

Par conséquent, ABIMARKET S.A. est propriétaire de 500 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015062744/12.

(150072038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Abizekid, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2214 Luxembourg, 5, rue Nennig.

R.C.S. Luxembourg B 188.477.

EXTRAIT

Par la présente, je vous informe que je démissionne avec effet au 1^{er} février 2015 de ma fonction de gérante de la société ABIZEKID S.à r.l., société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à 5, rue Nennig, L-2214 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.477.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thionville, le 27 avril 2015.

Alison ROSETTE, épouse Hertrich

Gérante

Référence de publication: 2015062745/15.

(150072408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

AC Balanced Real Return S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 182.508.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen Herrn Michael Sanders, beruflich ansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg sowie Herrn Dr. Michael Dröge, beruflich ansässig in Neuer Wall 63, D-20354 Hamburg, mit Wirkung zum 24. März 2015 und bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, welche im Jahr 2015 stattfindet, als neue Verwaltungsratsmitglieder im Wege der Kooptierung zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015062746/13.

(150072202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Alvema S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 27.142.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale des actionnaires du 7 juillet 2010 (traduction française)

L'Assemblée Générale décide unanimement de nommer Fiduciaire de l'Est S.A., Experts comptables, 9-13 rue Breilekes, L-6415 Echternach, en tant que commissaire à la liquidation, pour auditer les comptes de liquidation et la documentation y relative.

Pour extrait et traduction conforme

Signature

Le Liquidateur

Référence de publication: 2015062755/14.

(150071975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Ausreal S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 188.745.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Procès-Verbal du 28 janvier 2015

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président en la personne morale DAMBURG S.A., avec effet immédiat, immatriculée au registre de commerce de Tournai N°26/004448, ayant son siège social au 29E rue de la terre de Briques (MAR) B-7522 Tournai en Belgique, représentée par Monsieur Bruno DEBERDT, né le 12/08/1953 à Tourcoing en France, domicilié au 259 rue Montgolfier, F-59100 Roubaix, en France. Cette personne moral assurera cette fonction jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2016.

Fait à Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Certifié sincère et conforme

AUSREAL S.A.

Référence de publication: 2015062779/17.

(150072056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Atmosphere Trade S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 185.975.

EXTRAIT

Il découle d'une assemblée générale sous seing privée en date du 27/03/2015:

- d'accepter le changement d'adresse du siège social:

* qui se trouve à partir de ce jour au L-5627 MONDORF-LES-BAINS, 15, Avenue Lou Hemmer.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 27/03/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015062777/13.

(150072011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Bedford Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 185.470.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 28 avril 2015.

Référence de publication: 2015062795/10.

(150072740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Belfius Insurance Services Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 37.631.

Extrait de l'AGO tenue au siège social le 16 avril 2015

Nomination non statutaire

L'Assemblée prend note de la démission de Monsieur Patrick Schols et ratifie la nomination de Monsieur Luc Rasschaert en remplacement.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Rudy PARIDAENS

Administrateur / Directeur général

Référence de publication: 2015062796/14.

(150072290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

BBFD Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 163.400,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 117.936.

Extrait des résolutions adoptées en date du 1^{er} avril 2015, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société BBFD Investment S.à r.l.

- La démission de M. Fabrice HUBERTY de son mandat de gérant de la Société a été acceptée avec effet au 1^{er} avril 2015.

- Madame Valérie POSS, employée privée, née à Algrange (France) le 2 août 1965, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été nommée gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BBFD Investment S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015062823/17.

(150071818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Headwaters Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1457 Luxembourg, 21, rue des Eglantiers.

R.C.S. Luxembourg B 196.372.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix avril.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Jeff KRIER, né le 12 janvier 1979 à Luxembourg, demeurant à L-1457 LUXEMBOURG, 21, rue des Eglantiers.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds, la création, la gestion, la mise en valeur et la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets.

La Société pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise luxembourgeoise ou étrangère, notamment par la création de filiales ou succursales.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société pourra réaliser ou s'intéresser à toute opération immobilière tant à Luxembourg qu'à l'étranger, tels notamment la promotion, l'achat pour la revente, la location, la rénovation et la gérance d'immeubles, le conseil, la consultance et l'intermédiation.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

De façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «HEADWATERS INVESTMENTS S.à r.l.».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de LUXEMBOURG.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième mardi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant préqualifié, déclare souscrire cent (100) parts sociales comme suit:

Monsieur Jeff KRIER, préqualifié, cent parts	100 parts
TOTAL: cent parts sociales	100 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de EUR 1.500.-.

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré-qualifié représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).

2.- Est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Jeff KRIER, né le 12 janvier 1979 à Luxembourg, demeurant à L-1457 LUXEMBOURG, 21, rue des Eglantiers.

3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-1457 LUXEMBOURG, 21, rue des Eglantiers.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. KRIER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 15 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/11658. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 avril 2015.

Référence de publication: 2015063047/158.

(150072336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Helux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 90.639.

Le bilan au 30 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015063050/10.

(150072062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Heralux, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 25.868.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société HERALUX

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015063051/11.

(150071737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Heralux, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 25.868.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle tenue à Luxembourg le 21 avril 2015

«Quatrième résolution

L'Assemblée décide de renouveler le mandat d'Administrateur de:

- Monsieur Pierre FRANÇOIS,

- SWISSLIFE PREVOYANCE ET SANTE dont le représentant légal est Monsieur Thierry Van ROSSUM,

- SWISSLIFE ASSURANCE ET PATRIMOINE

dont le représentant légal est Monsieur Jean-Pierre LASSUS

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Cinquième résolution

L'assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991, de nommer Réviseur d'entreprises agréé de la société:

PricewaterhouseCoopers
2, rue Gerhard Mercator
L-2182 LUXEMBOURG

dont le mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2015.»

Pour la société HERALUX

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015063052/25.

(150072322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Heritam SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 56.140.

L'an deux mil quinze, le vingt avril.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale (Assemblée) des actionnaires (les Actionnaires) de Heritam SICAV (la Société), une société d'investissement à capital variable organisée sous la forme d'une société anonyme, ayant son siège social à 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, constituée par acte notarial de Maître Frank Baden, notaire résidant à Luxembourg le 10 septembre 1996, publié au Mémorial C du Recueil des Sociétés et Associations numéro 518 le 14 octobre 1996. La Société est immatriculée au Registre de commerce et des Sociétés sous le numéro B56.140. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 18 mai 2010 et ont été publiés le 13 août 2010 au Mémorial.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Maître Lisa KLEMMANN (le Président), avocat, résidant à Luxembourg.

Le Président désigne Monsieur Matthieu VOOS, juriste, résidant à Luxembourg (le Secrétaire) comme secrétaire de l'Assemblée.

L'Assemblée nomme Mr Grégory FOUREZ, employé privé, résidant à Luxembourg (le Scrutateur) comme scrutateur de l'Assemblée.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont ci-après collectivement désignés les Membres du Bureau ou le Bureau.

Le Bureau étant ainsi constitué, le Président prie le notaire d'acter que:

(A) un avis de convocation à été envoyé à tous les actionnaires enregistrés dans le registre des actionnaires de la Société par lettre recommandée le 10 avril 2015;

(B) les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux ressortent d'une liste de présence, qui sera signée par les actionnaires et/ou les mandataires qui représentent les actionnaires n'étant pas présents et les Membres du Bureau. Cette liste de présence ainsi que les procurations, après avoir été signées ne varietur par les mandataires des actionnaires qui ne sont pas présents et par le notaire soussigné, resteront annexées aux présentes minutes;

(C) il résulte de cette liste de présence que sur un total de 169.911,355130 actions en circulation, 148.583,080160 actions sans valeur nominale représentant 87,45% du capital social souscrit de la Société sont présentes ou dûment représentées à l'Assemblée. Les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir été dûment convoqués à, et dûment informés de l'ordre du jour de l'Assemblée. L'Assemblée est dès lors régulièrement constituée et peut délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour, indiqués ci-après; et

(D) l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

(1) Approbation de diverses modifications apportées aux statuts de la Société (les Statuts), tels que disponibles au siège social de la Société afin de refléter les exigences et les dispositions de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectifs (la Loi de 2010), transposant entre autre la directive 2009/65/EC du 13 Juillet 2009 sur la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), et en particulier:

(i) Le remplacement des références de la loi du 20 décembre 2002 sur les OPCVM, telle qu'amendée, par les références à la Loi de 2010.

(ii) Diverses modifications des Statuts pour raisons de consistance et plus particulièrement les modifications formelles suivantes:

(A) remplacer l'article 3 deuxième paragraphe des Statuts qui aura la teneur suivante:

«La Société peut prendre toutes les mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large dans le cadre de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif (la «Loi de 2010»).»;

(B) remplacer l'article 5 paragraphe 6 des Statuts qui aura la teneur suivante:

«Le conseil d'administration établira une masse d'avoirs constituant un compartiment (chacun «Compartiment» et ensemble des «Compartiments») au sens de l'article 181 de la Loi de 2010 correspondants à une ou plusieurs classes d'actions de la manière décrite à l'article 23 ci-après. La Société constitue une seule et même entité juridique. Toutefois, dans les relations des actionnaires entre eux, chaque masse d'avoirs est investie au profit exclusif de la ou des classes d'actions au sein du Compartiment concerné. A l'égard des tiers, chaque Compartiment est exclusivement responsable de tous les engagements qui lui sont attribuables.»;

(C) remplacer la référence à la Loi de 2002 par la Loi de 2010 dans l'article 16 deuxième paragraphe des Statuts;

(D) remplacer la référence à la Loi de 2002 par la Loi de 2010 dans l'article 20 des Statuts;

(E) remplacer l'article 27 premier paragraphe des Statuts qui aura la teneur suivante:

«La Société conclura une convention de dépôt et une convention de services financiers avec une banque qui satisfait aux exigences de la Loi de 2010 ("la Banque Dépositaire"). Tous les avoirs de la Société seront détenus par ou à l'ordre de la Banque Dépositaire, qui sera responsable à l'égard de la Société et de ses actionnaires conformément aux dispositions de la loi applicable. Les émoluments payables à la Banque Dépositaire seront déterminés dans la convention de dépôt.»;

(F) remplacer la référence à la Loi de 2002 par la Loi de 2010 dans l'article 30 des Statuts;

(iii) Modification de l'article 5 paragraphe 11 des Statuts afin de refléter les changements résultant de la Loi de 2010 concernant les dépôts faits auprès de la Caisse de Consignation, comme suit:

«Le produit net de la liquidation du Compartiment concerné sera distribué aux détenteurs d'actions de ce Compartiment en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans ce Compartiment. Les avoirs qui n'auront pu être distribués à leurs bénéficiaires lors du rachat seront versés auprès de la Caisse de Consignations à Luxembourg au profit de qui il appartiendra, conformément à l'article 146 de la Loi de 2010.».

(iv) Modification de l'article 5 paragraphe 13 des Statuts afin d'insérer les dispositions relatives aux fusions en conformité avec la Loi de 2010, comme suit:

I. Fusion décidée par le conseil d'administration

Le conseil d'administration pourra décider de fusionner (au sens de la Loi de 2010) la Société ou l'un ou plusieurs de ses Compartiments en qualité d'OPCVM respectivement de compartiment absorbant ou absorbé, en conformité avec les procédures, telles que prévues par la Loi de 2010 concernant notamment le projet de fusion et l'information à fournir aux actionnaires comme suit:

A. Fusion de la Société

Le conseil d'administration peut décider de fusionner la Société en qualité d'OPCVM absorbant ou absorbé avec un autre OPCVM Luxembourgeois ou étranger, (le «Nouvel OPCVM») respectivement avec un compartiment d'un tel OPCVM et le cas échéant de requalifier les actions de la Société concernées comme actions de ce Nouvel OPCVM, respectivement du compartiment d'un tel OPCVM. Dans le cas où la Société est le fonds absorbant (au sens de la Loi de 2010), le conseil d'administration seul peut décider de la fusion, respectivement de sa date d'effectivité.

Dans le cas où la Société est le fonds absorbé (au sens de la Loi de 2010), et de fait, cesse d'exister, l'assemblée générale des actionnaires doit approuver et décider de la fusion, respectivement de sa date d'effectivité par une résolution prise sans condition de quorum et à la majorité simple des suffrages exprimés.

B. Fusion de Compartiments

Le conseil d'administration peut décider de fusionner (au sens de la Loi de 2010) un ou plusieurs Compartiments en qualité de compartiment absorbant ou absorbé avec un Compartiment existant ou un nouveau Compartiment ou avec un autre compartiment au sein d'un nouvel OPCVM (le «nouveau compartiment») ou avec un nouvel OPCVM et le cas échéant de requalifier les actions du Compartiment concernées comme actions de ce Nouvel OPCVM, respectivement de ce nouveau compartiment.

Cette décision (relative à la fusion de la Société et également à la fusion de Compartiments) sera portée à la connaissance des actionnaires au moyen d'un avis écrit qui mentionnera, en outre, les caractéristiques du nouveau compartiment, dans les délais prévus par la Loi de 2010 afin de permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, pendant cette période. A l'issue de cette période, les actions des actionnaires qui n'ont pas demandé le rachat ou la conversion des actions qu'ils détiennent dans le Compartiment concerné seront automatiquement converties en actions du compartiments absorbant.

II: Fusion décidée par l'assemblée générale des actionnaires

Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires pourra décider de fusionner (au sens de la Loi de 2010) la Société ou l'un ou plusieurs de ses Compartiments en qualité d'OPCVM respectivement de compartiment absorbant ou absorbé, en conformité avec les procédures, telles que prévues par la Loi de 2010 concernant notamment le projet de fusion et l'information à fournir aux actionnaires comme suit:

A. Fusion de la Société

L'assemblée générale des actionnaires peut décider de fusionner la Société en qualité d'OPCVM absorbant ou absorbé avec un Nouvel OPCVM, respectivement avec un compartiment d'un tel OPCVM.

Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des actions présentes ou représentées et votant à de telles assemblées.

B. Fusion de Compartiments

L'assemblée générale d'un Compartiment peut décider de fusionner (au sens de la Loi de 2010) ce Compartiment en qualité de compartiment absorbant ou absorbé avec un nouveau compartiment (tel que défini au point I.B. ci-dessus) ou avec un Nouvel OPCVM.

Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des actions présentes ou représentées et votant à de telles assemblées.

Les actionnaires seront dans tous les cas de fusion autorisés à demander sans frais autres que ceux retenus par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement le rachat ou le remboursement de leur(s) part(s), ou lorsque c'est possible, leur conversion, sans frais en part(s) d'un autre OPCVM poursuivant une politique de placement similaire et géré par la même société de gestion ou par toute autre société à laquelle la société de gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte.»

(v) Modification de l'article 16 des Statuts par l'ajout d'un point (v) au deuxième paragraphe dudit article, en vue de permettre à la Société de bénéficier des dispositions de la Loi de 2010 sur les investissements croisés, comme suit:

«(v) en actions d'un ou plusieurs Compartiments, dans les limites et conditions prévues par la Loi de 2010, sous réserve que:

(a) le Compartiment cible n'investit pas à son tour dans le Compartiment qui est investi dans ce Compartiment cible; et

(b) la proportion d'actifs que les Compartiments cibles dont l'acquisition est envisagée, peuvent investir globalement, conformément à leurs documents constitutifs, dans des parts ou actions d'autres compartiments cibles du même OPC ne dépasse pas 10%; et

(c) le droit de vote éventuellement attaché aux titres concernés sera suspendu aussi longtemps qu'ils seront détenus par le Compartiment en question et sans préjudice d'un traitement approprié dans la comptabilité et les rapports périodiques; et

(d) en toutes hypothèses, aussi longtemps que ces titres seront détenus par la Société, leur valeur ne sera pas prise en compte pour le calcul de l'actif net de la Société aux fins de vérification du seuil minimum des actifs nets imposé par la Loi de 2010.»

(2) Divers.

IV. Après délibération, l'Assemblée décide d'adopter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de remplacer les références de la loi du 20 décembre 2002 sur les OPCVM, telle qu'amendée, par les références à la Loi de 2010.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de faire diverses modifications aux Statuts pour raisons de consistance et plus particulièrement de faire les modifications formelles suivantes:

(a) remplacer l'article 3 deuxième paragraphe des Statuts qui aura la teneur suivante:

«La Société peut prendre toutes les mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet au sens le plus large dans le cadre de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif (la «Loi de 2010»).»;

(b) remplacer l'article 5 paragraphe 6 des Statuts qui aura la teneur suivante:

«Le conseil d'administration établira une masse d'avoirs constituant un compartiment (chacun «Compartiment» et ensemble des «Compartiments») au sens de l'article 181 de la Loi de 2010 correspondants à une ou plusieurs classes d'actions de la manière décrite à l'article 23 ci-après. La Société constitue une seule et même entité juridique. Toutefois, dans les relations des actionnaires entre eux, chaque masse d'avoirs est investie au profit exclusif de la ou des classes d'actions au sein du Compartiment concerné. A l'égard des tiers, chaque Compartiment est exclusivement responsable de tous les engagements qui lui sont attribuables.»;

(c) remplacer la référence à la Loi de 2002 par la Loi de 2010 dans l'article 16 deuxième paragraphe des Statuts;

(d) remplacer la référence à la Loi de 2002 par la Loi de 2010 dans l'article 20 des Statuts;

(e) remplacer l'article 27 premier paragraphe des Statuts qui aura la teneur suivante:

«La Société conclura une convention de dépôt et une convention de services financiers avec une banque qui satisfait aux exigences de la Loi de 2010 ("la Banque Dépositaire"). Tous les avoirs de la Société seront détenus par ou à l'ordre de la Banque Dépositaire, qui sera responsable à l'égard de la Société et de ses actionnaires conformément aux dispositions de la loi applicable. Les émoluments payables à la Banque Dépositaire seront déterminés dans la convention de dépôt.»;

(f) remplacer la référence à la Loi de 2002 par la Loi de 2010 dans l'article 30 des Statuts.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 paragraphe 11 des Statuts afin de refléter les changements résultant de la Loi de 2010 concernant les dépôts faits auprès de la Caisse de Consignation, comme suit:

«Le produit net de la liquidation du Compartiment concerné sera distribué aux détenteurs d'actions de ce Compartiment en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans ce Compartiment. Les avoirs qui n'auront pu être distribués à leurs bénéficiaires lors du rachat seront versés auprès de la Caisse de Consignations à Luxembourg au profit de qui il appartiendra, conformément à l'article 146 de la Loi de 2010.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 paragraphe 13 des Statuts afin d'insérer les dispositions relatives aux fusions en conformité avec la Loi de 2010, comme suit:

I. Fusion décidée par le conseil d'administration

Le conseil d'administration pourra décider de fusionner (au sens de la Loi de 2010) la Société ou l'un ou plusieurs de ses Compartiments en qualité d'OPCVM respectivement de compartiment absorbant ou absorbé, en conformité avec les procédures, telles que prévues par la Loi de 2010 concernant notamment le projet de fusion et l'information à fournir aux actionnaires comme suit:

A. Fusion de la Société

Le conseil d'administration peut décider de fusionner la Société en qualité d'OPCVM absorbant ou absorbé avec un autre OPCVM Luxembourgeois ou étranger, (le «Nouvel OPCVM») respectivement avec un compartiment d'un tel OPCVM et le cas échéant de requalifier les actions de la Société concernées comme actions de ce Nouvel OPCVM, respectivement du compartiment d'un tel OPCVM. Dans le cas où la Société est le fonds absorbant (au sens de la Loi de 2010), le conseil d'administration seul peut décider de la fusion, respectivement de sa date d'effectivité.

Dans le cas où la Société est le fonds absorbé (au sens de la Loi de 2010), et de fait, cesse d'exister, l'assemblée générale des actionnaires doit approuver et décider de la fusion, respectivement de sa date d'effectivité par une résolution prise sans condition de quorum et à la majorité simple des suffrages exprimés.

B. Fusion de Compartiments

Le conseil d'administration peut décider de fusionner (au sens de la Loi de 2010) un ou plusieurs Compartiments en qualité de compartiment absorbant ou absorbé avec un Compartiment existant ou un nouveau Compartiment ou avec un autre compartiment au sein d'un nouvel OPCVM (le «nouveau compartiment») ou avec un nouvel OPCVM et le cas échéant de requalifier les actions du Compartiment concernées comme actions de ce Nouvel OPCVM, respectivement de ce nouveau compartiment.

Cette décision (relative à la fusion de la Société et également à la fusion de Compartiments) sera portée à la connaissance des actionnaires au moyen d'un avis écrit qui mentionnera, en outre, les caractéristiques du nouveau compartiment, dans les délais prévus par la Loi de 2010 afin de permettre aux actionnaires qui le souhaiteraient de demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais, pendant cette période. A l'issue de cette période, les actions des actionnaires qui n'ont pas demandé le rachat ou la conversion des actions qu'ils détiennent dans le Compartiment concerné seront automatiquement converties en actions du compartiments absorbant.

II: Fusion décidée par l'assemblée générale des actionnaires

Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires pourra décider de fusionner (au sens de la Loi de 2010) la Société ou l'un ou plusieurs de ses Compartiments en qualité d'OPCVM respectivement de compartiment absorbant ou absorbé, en conformité avec les procédures, telles que prévues par la Loi de 2010 concernant notamment le projet de fusion et l'information à fournir aux actionnaires comme suit:

A. Fusion de la Société

L'assemblée générale des actionnaires peut décider de fusionner la Société en qualité d'OPCVM absorbant ou absorbé avec un Nouvel OPCVM, respectivement avec un compartiment d'un tel OPCVM.

Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblée générales et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des actions présentes ou représentées et votant à de telles assemblées.

B. Fusion de Compartiments

L'assemblée générale d'un Compartiment peut décider de fusionner (au sens de la Loi de 2010) ce Compartiment en qualité de compartiment absorbant ou absorbé avec un nouveau compartiment (tel que défini au point I.B. ci-dessus) ou avec un Nouvel OPCVM.

Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblée générales et les résolutions pourront être prises par le vote affirmatif de la majorité simple des actions présentes ou représentées et votant à de telles assemblées.

Les actionnaires seront dans tous les cas de fusion autorisés à demander sans frais autres que ceux retenus par l'OPCVM pour couvrir les coûts de désinvestissement le rachat ou le remboursement de leur(s) part(s), ou lorsque c'est possible, leur conversion, sans frais en part(s) d'un autre OPCVM poursuivant une politique de placement similaire et géré par la même

société de gestion ou par toute autre société à laquelle la société de gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 16 des Statuts par l'ajout d'un point (v) au deuxième paragraphe dudit article, en vue de permettre à la Société de bénéficier des dispositions de la Loi de 2010 sur les investissements croisés, comme suit:

«(v) en actions d'un ou plusieurs Compartiments, dans les limites et conditions prévues par la Loi de 2010, sous réserve que:

(a) le Compartiment cible n'investit pas à son tour dans le Compartiment qui est investi dans ce Compartiment cible; et
(b) la proportion d'actifs que les Compartiments cibles dont l'acquisition est envisagée, peuvent investir globalement, conformément à leurs documents constitutifs, dans des parts ou actions d'autres compartiments cibles du même OPC ne dépasse pas 10%; et

(c) le droit de vote éventuellement attaché aux titres concernés sera suspendu aussi longtemps qu'ils seront détenus par le Compartiment en question et sans préjudice d'un traitement approprié dans la comptabilité et les rapports périodiques; et

(d) en toutes hypothèses, aussi longtemps que ces titres seront détenus par la Société, leur valeur ne sera pas prise en compte pour le calcul de l'actif net de la Société aux fins de vérification du seuil minimum des actifs nets imposé par la Loi de 2010.»

Estimation des coûts

Le montant des dépenses, coûts, rémunérations et frais de quelque nature que ce soit qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête de la présente.

Et après lecture faite aux comparantes, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. KLEMANN, M. VOOS, G. FOUREZ, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 23 avril 2015. Relation: DAC/2015/6645. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 27 avril 2015.

Référence de publication: 2015063053/245.

(150071865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Horus Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 182.153.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015063057/14.

(150072563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Hotel & Resort Investment, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 65.000,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 135.348.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2015063058/11.

(150071984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

HPF 1 Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 47.878.218,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 188.637.

In the year two thousand fifteen, on the nineteenth day of March.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Health Property Fund 1 Feeder SA SICAV-SIF, a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (SICAV) and established as a specialised investment fund (SIF), incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 188.659,

here represented by Sophie Cumani, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 16 March 2015.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder"), representing the entire share capital of HPF 1 Holdco S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 188.637 incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 27 June 2014 and published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* n° 2551 on 20 September 2014 (hereinafter the "Company"). The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 21 January 2015 being published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*.

The Sole Shareholder declared having waived any notice requirement and deliberated on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of twenty-five million eight hundred and seventy-eight thousand two hundred and eighteen euro (EUR 25,878,218), represented by five hundred and seventeen thousand five hundred and sixty-four (517,564) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, and twenty-five million three hundred and sixty thousand six hundred and fifty-four (25,360,654) mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS"), with a par value of one euro (EUR 1) each, up to forty-seven million eight hundred and seventy-eight thousand two hundred and eighteen euro (EUR 47,878,218) through the issue of four hundred and forty thousand (440,000) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each and twenty-one million five hundred and sixty thousand (21,560,000) MRPS with a par value of one euro (EUR 1) each.

2. Amendment of article 5.1 of the articles of association.

3. Miscellaneous.

The Sole Shareholder required the undersigned notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decided to increase the Company's share capital by an amount of twenty-two million euro (EUR 22,000,000) from its current amount of twenty-five million eight hundred and seventy-eight thousand two hundred and eighteen euro (EUR 25,878,218) to forty-seven million eight hundred and seventy-eight thousand two hundred and eighteen euro (EUR 47,878,218) by the issuance of four hundred and forty thousand (440,000) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, and twenty-one million five hundred and sixty thousand (21,560,000) MRPS with a par value of one euro (EUR 1) each.

The four hundred and forty thousand (440,000) new ordinary shares and the twenty-one million five hundred and sixty thousand (21,560,000) new MRPS issued have been subscribed and fully paid up by Health Property Fund 1 Feeder SA SICAV-SIF, aforementioned, here represented as aforementioned, entirely by a contribution in cash in an amount of twenty-two million euro (EUR 22,000,000).

The amount of twenty-two million euro (EUR 22,000,000) is as now at the disposal of the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder decided to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“The Company's share capital is set at forty-seven million eight hundred and seventy-eight thousand two hundred and eighteen euro (EUR 47,878,218), represented by nine hundred and fifty-seven thousand five hundred and sixty four (957.564) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the "Ordinary Shares") and forty-six million nine hundred and twenty thousand six hundred and fifty four (EUR 46.920.654) mandatory redeemable preferred shares, with a par value of one euro (EUR 1) each (the "MRPS", together with the Ordinary Shares hereinafter the "Shares").”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at EUR 6,800.-

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le dix-neuf mars.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Health Property Fund 1 Feeder SA SICAV-SIF, une société anonyme établie sous la forme d'une société d'investissement à capital variable organisée en fonds d'investissement spécialisé, constituée et existant selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.659,

ici représentée par Sophie Cumani, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg, le 16 mars 2015.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique»), représentant l'intégralité du capital social de HPF 1 Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.637, constituée selon acte reçu par le notaire soussigné, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 27 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2551 en date du 20 septembre 2014 (ci-après la "Société"). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 janvier 2015 en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associé Unique a déclaré avoir renoncé à toute formalité de convocation et a délibéré sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de vingt-cinq millions huit cent soixante-dix-huit mille deux cent dix-huit euros (EUR 25.878.218) représenté par cinq cent dix-sept mille cinq cent soixante-quatre (517.564) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et vingt-cinq millions trois cent soixante mille six cent cinquante-quatre (25.360.654) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les «APOR»), jusqu'à un montant de quarante-sept millions huit cent soixante-dix-huit mille deux cent dix-huit euros (EUR 47.878.218), par l'émission de quatre cent quarante mille (440.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et de vingt-et-un millions cinq cent soixante mille (21.560.000) APOR d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

2. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société.

3. Divers.

L'Associé Unique requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-deux millions d'euros (EUR 22.000.000), afin de l'augmenter de son montant actuel de vingt-cinq millions huit cent soixante-dix-huit mille deux cent dix-huit euros (EUR 25.878.218) à quarante-sept millions huit cent soixante-dix-huit mille deux cent dix-huit euros (EUR 47.878.218) par l'émission de quatre cent quarante mille (440.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et de vingt-et-un millions cinq cent soixante mille (21.560.000) APOR d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

Les quatre cent quarante mille (440.000) nouvelles parts sociales ordinaires et les vingt-et-un millions cinq cent soixante mille (21.560.000) nouvelles APOR émises ont été entièrement souscrites et intégralement payées par Health Property Fund 1 Feeder SA SICAV-SIF, susmentionnée, ici représentée comme il est dit, par un apport en numéraire d'un montant de vingt-deux millions d'euros (EUR 22.000.000).

Le montant de vingt-deux millions d'euros (EUR 22.000.000) est dès à présent à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital de la Société est fixé à quarante-sept millions huit cent soixante-dix-huit mille deux cent dix-huit euros (EUR 47.878.218), représenté par les neuf cent cinquante-sept mille cinq cent soixante quatre (957.564) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et les quarante-six millions neuf cent vingt mille six cent cinquante-quatre (EUR 46.920.654) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les «APOR» ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires les «Parts Sociales».)»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ EUR 6.800,-.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. CUMANI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 26 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/9300. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

Référence de publication: 2015063059/142.

(150072252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

HTTS - High Tech Trading System Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.390.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale ordinaire du 16 avril 2015

En date du 16 avril 2015, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- De renouveler le mandat de Deloitte Audit S.à.r.l., en qualité de réviseur d'entreprises agréé, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 27 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour HTTS - High Tech Trading System Fund

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015063060/16.

(150071810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Immo Concept Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 113.082.

—
EXTRAIT

Il résulte du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire, tenue en date du 16 avril 2015 que:

L'assemblée générale a décidé de nommer Madame Gabrielle SCHNEIDER, née le 31.10.1966 à Birkenfeld an der Nahe (Allemagne), demeurant professionnellement à 23, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, en qualité de gérante de la société IMMO CONCEPT SARL, ceci avec effet à partir du 16 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015063075/13.

(150072308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Immoatlas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 93.128.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 27 avril 2015 que:

- Le siège social de la société est transféré vers L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg
- Messieurs Marc-Hubert Tripet, Roberto Rodriguez Bernal et Alex Rolando Munoz de la Rosa démissionnent de leur postes d'administrateurs;

- Monsieur Marc-Hubert Tripet démissionne de son poste d'administrateur-délégué;

- Firi Treuhand SA démissionne de son poste de commissaire aux comptes;

Sont nommé nouveaux administrateurs de la société:

- Monsieur Gernot Kos, né le 23 janvier 1970 à Eisenstadt (Autriche) et demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg;

- Monsieur Thierry Hellers né le 13/09/1968 à Luxembourg et demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg;

- Monsieur Charles Altwies né le 03/02/1969 à Luxembourg et demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

Est nommé nouveau commissaire aux comptes:

- G.T. Fiduciaires SA ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et inscrit au RSCL sous le numéro B121820.

Les mandats des nouveaux administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/04/2015.

G.T. Experts Comptables sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2015063076/29.

(150072353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Immobilière Lassner S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 31, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 114.249.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015063077/10.

(150072209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

ING Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 6.041.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 20 avril 2015

Nominations statutaires

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur Philippe MASSET en qualité d'administrateur et Président du Conseil.

A l'unanimité, l'Assemblée ratifie la nomination de Monsieur Rik VANDENBERGHE, avec adresse professionnelle sise 24, avenue Marnix, B-1000 Bruxelles, comme nouvel administrateur et Président du Conseil, en remplacement de Monsieur Philippe MASSET.

L'Assemblée constate que les mandats d'administrateur de M. Rik VANDENBERGHE et Mme Colette DIERICK (tous deux avec adresse professionnelle sise 24, avenue Marnix, B-1000 Bruxelles), MM Guy BENIADA (avec adresse privée sise Rue Dodonée 5 à B-1180 Uccle), Luc VERBEKEN (avec adresse professionnelle sise 52, route d'Esch, L-1470 Luxembourg), Hubert CLASEN (avec adresse professionnelle sise 8 rue du Pont, L-6773 Grevenmacher), Robert DENNE-WALD (avec adresse professionnelle sise rue des Chaux, L-5324 Contern), Paul MOUSEL (avec adresse professionnelle sise 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg), Alex SCHMITT (avec adresse professionnelle sise 22-24, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg), sont arrivés à leur terme et décide, à l'unanimité des actions représentées, de les renouveler pour une nouvelle période d'un an, qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

D'autre part, l'assemblée renouvelle le mandat du Réviseur d'Entreprises, la société anonyme ERNST & YOUNG, Parc d'Activité Syrdall 7 à L-5365 Munsbach, pour une période d'un an, qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015063083/27.

(150071813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Interamerican S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 159.814.

—
Constituée par acte le 28 mars 2011, publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil spécial du 15 avril 2011, n° 726.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale tenue en date du 21 avril 2015

L'Assemblée réélit, en qualité de Réviseur d'entreprises, pour un terme d'un an, la société Mazars Luxembourg S.A., réviseur agréé, 10A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg.

Référence de publication: 2015063085/12.

(150072166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Interlux Asset S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 125.729.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 12 février 2015

Il ressort du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire, tenue au siège de la société en date du 12 février 2015, que:

La société Abroad Fiduciaire SARL immatriculée au RCS sous le numéro B 107654, ayant son siège social au 47 Grand Rue L-1661 Luxembourg, est nommée dépositaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015063086/16.

(150072467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

International A.C.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 18.110.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2015063087/13.

(150072398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

International Business Performers, Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 9, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 91.644.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Arbo S.A.

Signature

Référence de publication: 2015063088/11.

(150072417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 46.448.

Les décisions suivantes ont été approuvées et ratifiées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue en date du 21 avril 2015 et par le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 22 avril 2015:

- Révocation du mandat de Monsieur Franciscus Willem Josephine Johannes Welman en tant que administrateur et administrateur-délégué et Président du Conseil d'Administration de la société effectif à partir du 20 janvier 2015;

- Nomination de Monsieur Jacob Mudde, né le 14 octobre 1969 à Rotterdam, Pays-Bas, et demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant que Président du Conseil d'Administration à partir du 20 janvier 2015 pour une période indéterminée;

- Confirmation que le conseil d'administration de la Société est désormais composé par les administrateurs suivants:

* Monsieur Jacob Mudde, administrateur et Président du Conseil d'Administration;

* Monsieur Jorge Pérez Lozano, administrateur;

* Monsieur Johannes Laurens de Zwart, administrateur;

* Monsieur Patrick Leonardus Cornells van Denzen, administrateur;

* Monsieur Gérald Olivier David Welvaert, administrateur;

* Monsieur Jean-Jacques Josset, administrateur;

* Monsieur Martin Paul Galliver, administrateur;

* Monsieur Fabrice Michel Gilles Mas, administrateur;

* Monsieur Fabrice Stéphane Rota, administrateur;

* Madame Zora Bass, administrateur et

* Monsieur Fabian Sires, administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2015.
Pour extrait sincère et conforme
TMF Luxembourg S.A.
Signatures
Signataire autorisé

Référence de publication: 2015063089/33.

(150072283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

INVESCO Continental Europe Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 26.662.

—
Extrait conforme des résolutions prises par l'Assemblée Générale des Actionnaires tenue en date du 27 avril 2015

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue extraordinairement en date du 27 avril 2015 a accepté les résolutions suivantes:

Les actionnaires ont décidé de nommer:

Monsieur Peter Carroll, né le 23 octobre 1969 à Dublin, en Irlande, ayant pour adresse professionnelle 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant qu'administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle qui statuera sur l'approbation des comptes annuels se terminant au 31 décembre 2014.

Monsieur Oliver Carroll, né le 10 mars 1972 à Waterford, en Irlande, ayant pour adresse professionnelle George's Quay House, 43 Townsend Street, Dublin 2, Irlande en tant qu'administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle qui statuera sur l'approbation des comptes annuels se terminant au 31 décembre 2014.

Monsieur Fabrice Coste, né le 1^{er} avril 1973 à Liège, en Belgique ayant pour adresse professionnelle 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant qu'administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle qui statuera sur l'approbation des comptes annuels se terminant au 31 décembre 2014.

Les actionnaires ont accepté les démissions de leurs fonctions d'administrateurs de:

Dr Sybille Hofmann, Mr Roderick Ellis et Mr Carsten Majer

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2015.

Pour INVESCO CONTINENTAL EUROPE HOLDINGS S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015063090/27.

(150072123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

ISOS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.750,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 19, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 44.520.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue en date du 17 mars 2015 que:

- la démission de Mademoiselle Emmanuelle HENRY de son mandat de Gérant de la Société a été acceptée;
- Monsieur Luc ALBY, né le 28 août 1963 à Boulogne-Billancourt (France), demeurant professionnellement au 19, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, a été nommé aux fonctions de Gérant de la Société pour une durée indéterminée;
- la Société sera engagée par la signature individuelle du Gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015063091/18.

(150072416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

**Kartesia Credit Opportunities I.S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV
- Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Capital social: EUR 31.001,01.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 179.944.

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of March.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of "Kartesia Credit Opportunities I.S.C.A., SICAV-SIF", a partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) and qualifying as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) within the meaning of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 179.944 (the "Company"). The Company was incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 2 September 2013 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2189 of 7 September 2013.

The Meeting was opened at 09:00 a.m. CET in the premises of Clifford Chance, the Company's legal advisor, at 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Meeting is chaired by Ms Hana Witzke, professionally residing in Luxembourg, as chairman, who appointed Mr Frédéric Pelé, professionally residing in Luxembourg, as secretary.

The Meeting elected Mr Guillaume Sadler, accountant, professionally residing in Luxembourg, as scrutineer.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record that:

- All the shares being registered shares, a convening notice reproducing the agenda of the Meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 25 February 2015 in accordance with article 25 of the articles of incorporation of the Company.

- The names of the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

- It appears from the attendance list that out of 14,684,250,002 outstanding Shares, 11,369,020,093 registered Shares, including the management Share, are present or represented at this Meeting, so that the quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and by article 29 of the articles of incorporation of the Company is therefore met and the Meeting is regularly constituted and can validly deliberate on the proposed agenda.

- The agenda of the Meeting is the following:

1. Change of the general partner of the Company from "Kartesia Management" to "Kartesia GP I".
2. Amendment to article 4 of the articles of incorporation of the Company so that to read as follows:

"The purpose of the Company is to invest (directly or indirectly) the funds available to the Company in securities, in particular in debt instruments of any kind and other permitted assets according to the 2007 Law, as more fully described in the Prospectus with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the "Shareholders") the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any transaction, including all financial operations, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Law, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form (including short-term borrowings) or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issuance of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any manager or other agent of the Company, or any entity in which the Company or its parent entities has a direct or indirect interest, or any entity being a direct or indirect shareholder of the Company or any entity belonging to the same group as the Company.

All investments and the course of conduct of the management and business affairs of the Company shall be subject to the corporate and investment policy, investment objectives, investment strategy and investment powers and restrictions as set forth in the Prospectus and in compliance with applicable laws and regulations."

3. Amendments to the articles of incorporation of the Company in order to perform a general legal and regulatory update, notably further to the adoption of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, and related applicable regulations.

4. Restatement of the articles of incorporation in order to reflect the amendments adopted by the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company.

After deliberation, the following resolutions were validly taken by the Meeting by unanimous vote:

First resolution

The Meeting RESOLVES to change the general partner of the Company from "Kartesia Management" to "Kartesia GP I" a private limited liability company having its registered office at L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll (RCS B 193899).

Second resolution

The Meeting RESOLVES to amend article 4 of the articles of incorporation of the Company so that to read as follows:

"The purpose of the Company is to invest (directly or indirectly) the funds available to the Company in securities, in particular in debt instruments of any kind and other permitted assets according to the 2007 Law, as more fully described in the Prospectus with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the "Shareholders") the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any transaction, including all financial operations, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Law, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form (including short-term borrowings) or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issuance of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any manager or other agent of the Company, or any entity in which the Company or its parent entities has a direct or indirect interest, or any entity being a direct or indirect shareholder of the Company or any entity belonging to the same group as the Company.

All investments and the course of conduct of the management and business affairs of the Company shall be subject to the corporate and investment policy, investment objectives, investment strategy and investment powers and restrictions as set forth in the Prospectus and in compliance with applicable laws and regulations."

Third resolution

The Meeting RESOLVES to amend the articles of incorporation of the Company in order to perform a general legal and regulatory update, notably further to the adoption of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, and related applicable regulations.

Fourth resolution

The Meeting RESOLVES to restate the articles of incorporation in order to reflect the amendments adopted by the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company, which shall henceforth read as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION

Definitions

Accrued Interest	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.1.
Advisory Committee	has the meaning assigned thereto in Article 25.
Adviser	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Affiliate	any legal entity or other entity which, in relation to the Person concerned, is its Subsidiary, its Holding Company or that Person's Holding Company.
Affiliated Entity	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.2.
AIFM	means the external alternative investment fund manager of the Company which may be appointed by the General PAGE 6 Partner in accordance with Article 18 hereof.
AIFM Law	the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.
Articles	the present articles of incorporation of the Company.
Business Day	a day (not being a Saturday or Sunday) on which banks are open for business in Luxembourg, Belgium and/or United Kingdom.

Central Administration Agent	Alter Domus Alternative Asset Fund Administration S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 137.183, acting as the Company's central administration, domiciliary, registrar and transfer agent.
Claims	has the meaning assigned thereto in Article 20.1.
Class(es)	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Class A Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(b).
Class B Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(c).
Class C Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(d).
Class D Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(e).
Class E Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(f).
Commitment(s)	has the meaning assigned thereto in Article 10.
Company	Kartesia Credit Opportunities I S.C.A., SICAV-SIF, a Société d'Investissement à Capital Variable – Fonds d'Investissement Spécialisé in the form of a Société en Commandite par Actions, governed by the 2007 Law.
Covered Person	has the meaning assigned thereto in Article 20.1(i).
CSSF	has the meaning assigned thereto in Article 9.2.
Damages	has the meaning assigned thereto in Article 20.1.
Default Letter	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.
Defaulting Shareholder	has the meaning assigned thereto in Article 12.1.
Defaulting Shareholders' Shares	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.3(a).
Depository	has the meaning assigned thereto in Article 24.
Designated Third Party	has the meaning assigned thereto in Article 23.
Disabling Conduct	has the meaning assigned thereto in Article 20.1.
FATCA	the US Foreign Account Tax Compliance provisions of the Hiring Incentives to Restore Employment Act.
FATCA Letter	has the meaning ascribed to in Article 9.3.4.
FATCA Recalcitrant Shareholder	any Shareholder or beneficial owner of Shares that fails to provide the Holder FATCA Information as requested or that fails to provide a waiver of law prohibiting the disclosure of such information to a taxing authority, or any Shareholder of beneficial owner of Shares that is a foreign financial institution as defined in Section 1471(d)(4) of the U.S. Code and, unless exempted from complying or otherwise deemed to be compliant, fails to comply with Section 1471(b) of the U.S. Code.
Financial Instruments Market	any market of financial instruments operated by a market enterprise or a provider of investment services or any other similar foreign organisation.
First Closing Date	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Further Drawdown	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
General Partner	has the meaning assigned thereto in Article 15.
Holding Company	a Person is the holding company of another Person, which is itself a legal entity, if it holds, directly or indirectly: <ul style="list-style-type: none"> (a) a majority of the voting rights of such other Person; or (b) an interest in such other Person and has the power to appoint its chairman, the majority of its board of directors or the majority of its supervisory board, as applicable; or (c) an interest in such other Person and controls, alone or pursuant to an agreement entered into with other shareholders (or other holders of securities), the majority of the voting rights of such other Person or has the power to appoint the chairman, the majority of its board of directors or the majority of its supervisory board, as applicable.
Holder FATCA Information	means any information waivers and forms relating to the Shareholder (or the Shareholder's direct or indirect owners or accountholders) requested by the Company or an intermediary (or an agent thereof) in connection with FATCA to enable or help the Company or an intermediary to comply with FATCA.
Indemnified Individual	any officer, director, Shareholder, agent, member, adviser, consultant, partner or employee of the General Partner and the AIFM, if any.
Indemnified Person	the General Partner and the AIFM, if any, and any Indemnified Individual.

Investment	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Investment Team	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Management Share(s)	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(a).
Net Assets	has the meaning assigned thereto in Article 13.1.
Net Asset Value	has the meaning assigned thereto in Article 13.2.
New General Partner	has the meaning assigned thereto in Article 15.
Notification Letter	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.1.
Payment Date	has the meaning assigned thereto in Article 12.1.
Person	any individual or entity, including any body corporate, partnership, limited partnership, limited liability partnership, association, limited company, open-ended investment company, joint-stock company, trust, unit trust, unincorporated association, government or governmental agency or authority.
Portfolio Company	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Proceeding	has the meaning assigned thereto in Article 20.1.
Proposed Shares	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.1.
Proposed Transfer	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.1.
Prospectus	has the meaning assigned thereto in Article 3.
Redemption Price	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.3.
Register	has the meaning assigned thereto in Article 8.2.
Series	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Shareholders	has the meaning assigned thereto in Article 4.
Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.1.
Subscription Agreements	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Subsidiary	a Person is a subsidiary of another Person if such other Person is a Holding Company of such Person.
Term of the Company	has the meaning assigned thereto in Article 3.
Transfer	has the meaning assigned thereto in Article 9.1(a).
Undrawn Commitment	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.6.
Unrestricted Transfer	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.2.
U.S.	the United States.
U.S. Code	the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended.
Valuation Date	the last Business Day in Luxembourg of each financial year and/or any other date that the General Partner or the AIFM, if any, may in its absolute discretion determine for the purpose of the calculation of the Net Asset Value.
Warning of Default	has the meaning assigned thereto in Article 12.1.
Well-Informed Investor	has the meaning assigned thereto in Article 8.1.
1915 Law	has the meaning assigned thereto in Article 1.
2007 Law	has the meaning assigned thereto in Article 1.

1. Name and Form. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the Shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.) under the name of "Kartesia Credit Opportunities I S.C.A., SICAV-SIF" (the "Company"). The Company qualifies as a Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé pursuant to the law dated February 13, 2007 applicable to specialised investment funds, as amended (the "2007 Law") and as a Fonds d'Investissement Alternatif pursuant to the law dated July 12, 2013 applicable to alternative investment fund managers, as amended from time to time (the "AIFM Law").

The Company shall be governed by the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and the 2007 Law.

2. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or in any other location by a decision of the General Partner. Within the same municipality, the registered office may be transferred by a simple resolution of the General Partner. If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg, subject to a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner required for amendment of these Articles.

If the General Partner determines that any extraordinary political, economic or social events, which have occurred or are imminent, would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons established in any other location, the registered office may be transferred

temporarily to any other location until the complete cessation of such exceptional circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the 2007 Law.

3. Term of the company. The Term of the Company is of eight (8) years from the First Closing Date which will be 24 September 2013 (as defined in the prospectus of the Company, as amended from time to time (the "Prospectus") provided that the Term of the Company may be extended for two (2) successive periods of one (1) year each, upon decision of the General Partner.

At the expiration of the Term of the Company, the Company will be dissolved and liquidated pursuant to Articles 31 and 32.

4. Purpose. The purpose of the Company is to invest (directly or indirectly) the funds available to the Company in securities, in particular in debt instruments of any kind and other permitted assets according to the 2007 Law, as more fully described in the Prospectus with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the "Shareholders") the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any transaction, including all financial operations, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Law, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form (including short-term borrowings) or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issuance of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any manager or other agent of the Company, or any entity in which the Company or its parent entities has a direct or indirect interest, or any entity being a direct or indirect shareholder of the Company or any entity belonging to the same group as the Company.

All investments and the course of conduct of the management and business affairs of the Company shall be subject to the corporate and investment policy, investment objectives, investment strategy and investment powers and restrictions as set forth in the Prospectus and in compliance with applicable laws and regulations.

5. Liability. The General Partner is jointly and severally liable with the Company for all of the Company's liabilities which cannot be met out of the Company's assets.

The holders of limited shareholders' shares shall not act on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

6. Determination of the investment objectives. The General Partner shall determine the investment objectives of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, in accordance with the provisions set forth in these Articles, the Prospectus, and applicable laws and regulations.

7. Share capital.

7.1 The share capital of the Company shall be represented by shares (the "Shares") of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as determined pursuant to Article 13 hereof. The minimum capital of the Company, which must be reached within twelve (12) months as from the date on which the Company has been authorized as a société d'investissement à capital variable- fonds d'investissement spécialisé under Luxembourg law, is one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000).

7.2 The share capital of the Company shall be represented by the following categories of Shares (each, a "Class", collectively, the "Classes"):

(a) "Management Share(s)": the Share subscribed for at the time of incorporation of the Company by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company as well as the Management Share(s) that may be issued subsequently, subscription of which will be reserved for the General Partner as unlimited shareholder of the Company.

(b) "Class A Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders (actionnaires commanditaires) in accordance with the provisions of the Prospectus.

(c) "Class B Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders (actionnaires commanditaires) in accordance with the provisions of the Prospectus. The subscription of Class B Shares is reserved for any person designated by the General Partner who is a Well-Informed Investor.

(d) "Class C Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders (actionnaires commanditaires) in accordance with the provisions of the Prospectus.

(e) "Class D Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders (actionnaires commanditaires) in accordance with the provisions of the Prospectus. The subscription of Class D Shares is reserved for any person designated by the General Partner who is a Well-Informed Investor.

(f) "Class E Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders (actionnaires commanditaires) in accordance with the provisions of the Prospectus.

Shares may, as the General Partner shall determine, be issued in one or more separate series (the "Series"), the characteristics, terms and conditions of which shall be established by the General Partner in its discretion and provided for in the Prospectus, the Articles and the subscription agreements signed by each Shareholder (the "Subscription Agreements"). Any such Series will serve to identify the Shares depending on their issuance date or their Net Asset Value (as defined below) and will confer no special right among or between them.

The General Partner may create additional Classes as well as additional Series.

7.3 Upon its incorporation, the initial subscribed share capital of the Company was thirty-one thousand Euros and one cent (EUR 31,000.01), divided into one (1) Management Share, and three million and one hundred thousand (3,100,000) Class C Shares, having been fully paid-up each.

8. Shares.

8.1 Shareholders

Shares in the Company are exclusively restricted to well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of article 2 (1) of the 2007 Law (the "Well-Informed Investors"). The requirements set forth in article 2 (1) of the 2007 Law shall not be applicable to the General Partner and other persons who are involved in the management of the Company.

The General Partner or, as the case may be the entities appointed by the General Partner to receive subscription orders for shares of the Company, may request all information and documents required or necessary in order to assess the status as "Well-Informed Investor" of a potential investor.

Each Shareholder is required to sign a Subscription Agreement pursuant to which such Shareholder commits irrevocably to make all subscriptions and payments expected from such Shareholder pursuant to the Prospectus, these Articles and such Subscription Agreement, and whereby such Shareholder declares that it is bound by the terms and conditions of the Prospectus, these Articles and such Subscription Agreement, as each may be amended in accordance with their respective applicable provisions.

8.2 Form of Shares and Register

All Shares shall be issued in registered form only.

The inscription of a Shareholder's name in the register of Shareholders (the "Register") evidences its right of ownership to such registered Shares.

All issued Shares of the Company shall be registered in the Register, which shall be kept at the registered office of the Company. The Register shall contain the name of each Shareholder, its residence, registered office or elected domicile, the number and Series (if any) of Shares it owns, the paid-up amount of each such Share, and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, the Company may treat any information contained in the Register as accurate and up to date and may especially use the addresses and banking references indicated therein for purposes of sending notices and announcements and making any payments, respectively.

The Company only recognizes one (1) owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all Persons claiming a right to such Share(s) must appoint a single attorney to represent such Share(s) in respect of the Company. Failure to appoint such attorney will lead to an automatic suspension of all rights attached to such Share(s).

8.3 Voting rights

Each Share grants the right to one (1) vote at every meeting of Shareholders.

Unless otherwise provided in these Articles, the consent of the General Partner is required in order for a Shareholder's resolution to be validly adopted.

9. Transfer of shares.

9.1 Transferability

(a) Any sale, assignment, transfer (including donation), exchange, contribution, pledge, mortgage, capital gains sharing agreement (convention de croupier), other disposition or encumbrance, or winding-up of a company followed by the transfer of its assets and liabilities to its sole shareholder (transmission universelle de patrimoine) in any form whatsoever, by a Shareholder (including, for the avoidance of doubt Unrestricted Transfers referred in Article 9.3.2) (a "Transfer") of any Shares shall be made in accordance with the provisions of the 1915 Law, the 2007 Law and these Articles and is subject in particular, to the restrictions provided for in these Articles.

(b) Transfers of Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, but not limited to, Transfers to an Affiliate) will not be valid:

(i) if the transferee is not a Well-Informed Investor; or

(ii) if such Transfer results in a violation of a provision of the Prospectus, these Articles or of applicable laws or any other regulation, including Luxembourg laws on securities and Federal or State laws of the United States of America relative to the mandatory registration of public securities offerings; or

(iii) if as a result of such Transfer, the Company or the General Partner would be required to register as an "Investment Company" under the United States of America Investment Company Act of 1940, as amended; or

(iv) if, as a result of such Transfer, the Assets of the Company are considered "Plan Assets" with respect to ERISA; or

(v) if such Transfer would cause the Company to be classified as an association taxable as a corporation for United States of America Federal income tax purposes or would cause the Company to be treated as a "publicly traded partnership" for United States of America Federal income tax purposes.

(c) Any Share Transfer made in breach of the provisions of this Article 9 shall be null and void and of no force or effect against the Company and the Shareholders. Transfers which are null and void and of no force or effect shall not be recorded in the Register and, until remedied, all the rights and obligations attached to the relevant Shares will be exercised and enforced by the transferor holding such Shares, without prejudice to any liability such transferor may incur with respect to the Company or to the other Shareholders.

(d) The Company may restrict or object to the ownership of Shares in the Company by any person (excluding the General Partner and other persons who are involved in the management of the Company) that does not meet the requirements of a Well-Informed Investor. For this purpose the Company may:

(i) refuse to issue Shares and to register the Transfer of Shares if it appears that such issuance or Transfer would or could have the effect of allotting ownership of the Shares to any Person not meeting the requirements of a Well-Informed Investor; and

(ii) proceed with the compulsory redemption of all or some of all or a portion of Shares if it appears that a person does not meet the requirements of a Well-Informed Investor.

(e) The General Partner shall have the right to prohibit any Transfer which might create an adverse effect on the Company, the General Partner or any of the Shareholders, including but not limited to regulatory and/or tax consequences.

(f) Class B and Class D Shares may only be transferred to members of the Investment Team or their personal holding companies, the Anchor Investors and their respective Affiliates (as such terms are defined into the Prospectus).

9.2 Transfer of the Management Share(s)

In the event of a Transfer of the Management Share(s) held by the General Partner, its assignee or transferee shall be substituted in its place and admitted to the Company as the general partner of the Company in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law and with the prior consent of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF"). Such a replacement of the General Partner requires an amendment of the Articles to be decided in accordance with the quorum and majority requirements defined in Article 30. Immediately thereafter, such substituted general partner shall be authorized to and shall continue the management of the Company.

9.3 Transfer of Shares (other than the Management Share(s))

9.3.1 Notification Letter

In the event of a proposed Transfer of Shares (other than the Management Share(s)) (a "Proposed Transfer"), the transferor shall make a declaration thereof to the General Partner by registered letter with return receipt requested (the "Notification Letter"), (i) indicating the full name, mailing address and tax domicile of the transferor and of the transferee, the identification number and the number of Shares which the transferor plans to transfer (the "Proposed Shares"), and the price offered for the Proposed Shares, and (ii) including a representation and warranty given by the transferee that such transferee is a Well-Informed Investor.

9.3.2 Unrestricted Transfers

Provided that, in accordance with Article 9.3.1 a Shareholder provides a Notification Letter to the General Partner no later than fifteen (15) Business Days prior to the date contemplated for the completion of the Proposed Transfer, any Transfer of Shares (other than (i) the Management Share(s) and (ii) the Class B Shares and the Class D Shares held by the Investment Team members) by a Shareholder to (i) the General Partner or its Affiliates, (ii) an Affiliate of such Shareholder, or (iii) in the event that such Shareholder is an investment fund, to its management company or any investment fund which is managed or advised by its management company or which is managed or advised by an Affiliate of its management company which is located in the same jurisdiction as the Shareholder (an "Affiliated Entity"), shall be unrestricted (an "Unrestricted Transfer").

The General Partner shall nevertheless have the right to prohibit any Transfer which might create an adverse effect on the Company, the General Partner or any of the Shareholders, including but not limited to regulatory and/or tax consequences.

An Unrestricted Transfer shall be valid upon agreement on the Transfer between the transferring transferor and the transferee meeting the requirements under Article 9.3.6.

If there have been two or more successive Transfers of the same Shares to Affiliates or to Affiliated Entities, any Transfer subsequent to the first Transfer will be unrestricted only if the proposed transferee is an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor in the first Transfer.

With respect to any Transfer to an Affiliate or to an Affiliated Entity,

(a) if, at any time whatsoever, the relevant transferee ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, then such transferee shall, if the General Partner so requests, transfer all the Shares which had been transferred to it back to the transferor as soon as possible;

(b) any change of beneficial owner or change of control, as defined pursuant to Luxembourg applicable regulations, with respect to the transferee within a two (2) year period as from the previous Transfer to an Affiliate or an Affiliated Entity, shall be subject to the prior consent of the General Partner described in Article 9.3.3 below.

Before the transferee ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, it shall inform the General Partner, as soon as possible, of its contemplated change of status.

9.3.3 Prior approval

(a) Prior approval of the Share Transfer - In order to maintain the consistency of the Company's shareholders, it is agreed to that Transfers of any Shares (other than the Management Share(s)), for any reason whatsoever, are subject to the prior written approval of the General Partner during the entire Fund Term (without prejudice of the exercise of any vesting and/or leavers agreements).

(b) Exceptions - The Shares (other than the Management Share(s)) may be the subject of a Transfer, without having to be first approved by the General Partner in case of an Unrestricted Transfer referred to in Article 9.3.2 above.

(c) Decision of the General Partner - The General Partner will have twenty (20) Business Days as from the reception of the Notification Letter to decide whether it does or does not approve and to notify such decision to the transferor. If the General Partner does not notify its refusal within the twenty (20) Business Day period aforementioned, it shall be deemed to have approved the contemplated Transfer. The General Partner has full discretion in making this decision, is not subject to any restrictions and is not required to make the reasons for its decision known.

(d) Completion of an approved Transfer - Where approval is given, the completion of the Transfer of Shares shall take place according to the notified conditions within fifteen (15) Business Days following the notification of such approval or the expiration of the period of twenty (20) Business Days provided in the above paragraph. Should the transferor fail to complete the Transfer within the required time frame, it shall then again, prior to any Share Transfer, comply with the provisions of the Articles with respect to Proposed Transfer.

Should it happen that the transferor is unable to complete, within the required time frame, the Transfer planned and approved under the conditions provided for above, neither the Company nor any of the Shareholders shall be bound to redeem the relevant Shares nor shall they have to indemnify the transferor in any manner whatsoever, and the General Partner shall not be required to approve any other Proposed Transfer notified by the transferor subsequently.

9.3.4 Transfer of Shares belonging to a FATCA Recalcitrant Shareholder

If, at any time whatsoever, in the reasonable determination of the General Partner, a Shareholder is or will become a FATCA Recalcitrant Shareholder, the General Partner may compel or effect the Transfer of the Shares held by such FATCA Recalcitrant Shareholder pursuant to the provisions set forth in Article 23. In such case, the General Partner will send a letter (the "FATCA Letter") to such FATCA Recalcitrant Shareholder.

Any proposed Transfer of the Shares held by a FATCA Recalcitrant Shareholder must comply with the provisions of Article 9 including for the avoidance of doubt any requirement regarding the transfer to the transferee of the Undrawn Commitment relating to the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares transferred pursuant to Article 9.3.6(a).

The FATCA Recalcitrant Shareholder may designate a proposed transferee within ten (10) Business Days as from the date on which the FATCA Letter was sent by sending a notice complying with the provisions of Article 9.3.1, provided that such proposed transferee meets the requirements under Article 9.3.6 and, in the reasonable determination of the General Partner, is not or would not be a FATCA Recalcitrant Shareholder.

If the FATCA Recalcitrant Shareholder has not designated any transferee, the General Partner may decide at its discretion that the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares will be transferred by causing a forced sale of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares to any Person (including one or more Shareholder) who meets the requirements under Articles 9.3.6 and, in the reasonable determination of the General Partner, is not or would not be a FATCA Recalcitrant Shareholder.

The transferee of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares shall pay a price equal to the transfer price mentioned in Article 23 for the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares to the Company. Out of the net proceeds attributable to the Transfer of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares, the General Partner shall be entitled to first deduct the amounts set forth in Article 23. The General Partner shall then be entitled to deduct for its own account, the account of the Company, the other Shareholders, the Depositary (as defined below), and the Central Administration Agent, an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by them and arising from the fact that the Ordinary Shareholder has become a FATCA Recalcitrant Shareholder any other third-party costs arising out of the fact that the Shareholder has become a FATCA Recalcitrant Shareholder (unless already included in the expenses or damages incurred by the Company). The FATCA Recalcitrant Shareholder will receive the balance, if any.

In the event of a Transfer of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares, the corresponding registration of the FATCA Recalcitrant Shareholder will be struck off the Register. The purchaser(s) of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares will only become owner(s) of such Shares once they have complied in full with the conditions referred to in Article 9.

9.3.5 Compensation

Each transferor agrees to pay all expenses, including legal fees, incurred by the Company or the General Partner (and to, reimburse the Company or the General Partner as the case may be,) relating to the Transfer of its Shares, unless the Transferee accepts to bear such expenses. The General Partner may also receive remuneration from the transferor, negotiated by mutual agreement, if such transferor requires its assistance to find a transferee for its Shares.

9.3.6 Miscellaneous

Notwithstanding any provision to the contrary contained in these Articles, the transferee of Shares (other than the Management Share(s)) (including, for the avoidance of doubt Unrestricted Transfers referred in Article 9.3.2) shall only have the right to become a Shareholder replacing the transferor if:

(a) in the event that the Transfer of Shares takes place before all Commitments have been fully drawn down, the obligations in respect of the transferor's Commitment which the General Partner remains entitled to call pursuant to the Subscription Agreement signed by the transferor corresponding to those Shares (the "Undrawn Commitment") must be transferred by the transferor to the transferee together with the said Shares;

(b) the transferee has executed all documents required by the General Partner in order to acknowledge such transferee's irrevocable commitment to meet any capital calls attributable to the transferor's Undrawn Commitment attached to the Shares to be transferred and transferred by the transferor to the transferee, as well as all other payments expected from such transferee pursuant to the Prospectus, these Articles and the Subscription Agreement;

(c) the General Partner shall have received all other documents, opinions (including in particular an opinion of counsel that may be reasonably requested by the General Partner from the transferee, which counsel and opinion shall be reasonably satisfactory to the General Partner), instruments and certificates reasonably required by the General Partner intended to admit the transferee as a Shareholder of the Company and to establish the transferee's consent to be bound by all the provisions of these Articles, the Prospectus and the relevant Subscription Agreement, including a written commitment to take over all the obligations of the transferor with respect to the Company and a certificate or representation to the effect that the representations set forth in such Subscription Agreement are (except as otherwise disclosed to and consented to by the General Partner) true and correct with respect to such transferee as of the date of such Transfer;

(d) the transferee is a Well-Informed Investor;

(e) the transferor or the transferee paid all the expenses referred to in Article 9.3.5; and

(f) such Transfer would not cause the Company, any Investment, the General Partner or any of their respective Affiliates, as reasonably determined by the General Partner, to be in breach, or otherwise adversely affected as a result of the provisions of, any applicable law, regulation or rule (as in effect on the date of the Transfer or as may be in effect at any time in the future).

The General Partner shall be entitled to refuse to register any transferee as a Shareholder in the Register so long as any of the conditions of the previous paragraphs are not met.

Any Transfer of registered Shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by the General Partner or by any other person(s) appointed for this purpose by the General Partner.

10. Issuance of shares. The General Partner is authorised without limitation to issue additional partly or fully paid Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and referred to in these Articles and the Prospectus, without reserving to the existing Shareholders any preferential or pre-emptive rights to subscription for the Shares to be issued. The issuance price shall be determined in accordance with the criteria defined by the General Partner and referred to in these Articles and the Prospectus. The issuance price may vary depending on the context, e.g. according to the date of subscription etc. The issuance price so defined may notably be a fixed price or a price based on the Net Asset Value of the Shares as determined in accordance with the provisions of Article 13 hereof plus an issuance fee or premium, if any, as the Prospectus may provide. The General Partner may also make such adjustment to the issuance price as it may consider appropriate to ensure fairness between the Shareholders according to the provisions of the Prospectus.

Limited shareholders shall subscribe for Shares, as determined by the General Partner in accordance with the terms and condition of these Articles, the Prospectus and their respective Subscription Agreements which provide for their respective total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment amount as may be decided by the General Partner.

The provisions relating to Commitments of the limited shareholder and procedures relating to drawdowns of the Commitments of the limited shareholders shall be set forth in the Prospectus and the Subscription Agreement of each limited shareholder.

The Company may issue one or more additional Management Share(s) whose subscription will be reserved to the current General Partner as unlimited shareholder of the Company.

11. Redemption of shares. The Company is a closed-ended fund. Accordingly, Shareholders are not entitled to request redemption of their Shares during the Term of the Company as set forth in Article 3.

The Company can nonetheless redeem Shares in the cases listed in these Articles subject to the conditions set forth in article 12.1 of the Prospectus.

Notwithstanding the above, the Shares may be redeemed (i) whenever the Company is making a distribution or (ii) on a compulsory basis if (a) a Shareholder ceases to be or is found not to be a Well-Informed Investor, (b) any Shareholder is in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any Shareholder entails circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. Whenever the Company redeems Shares for the purpose of making a distribution, the redemption price shall be based on the most recent available Net Asset Value (as defined below) of the relevant Class of Shares divided by the number of Shares being redeemed.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie by allocating to the Shareholder Investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed.

At the expiration of the Term of the Fund, any Shareholder may request the redemption of its Shares, pursuant to the conditions set forth in article 12.1 of the Prospectus.

Notwithstanding the preceding, requests for redemption will not be admissible after the dissolution of the Company as provided for in Article 31.

The Shares redeemed by the Company will be cancelled.

12. Late and default of payment.

12.1 If a Shareholder holding Class A, Class C and/or Class E Shares does not make, in full or in part, a payment corresponding to a capital call or any other amount required to be funded pursuant to these Articles, the Prospectus or such Shareholder's Subscription Agreement, in each case on the date on which such payment must be made (the "Payment Date"), the General Partner shall provide such Shareholder with a written notice on such Payment Date of such failure to meet its drawdown obligations (the "Warning of Default").

1. The Shareholder will then have a five (5) Business Day period following the sending of the Warning of Default to meet its drawdown obligation without penalty. If such Shareholder meets its drawdown obligation within this required time-frame, the General Partner will not consider such Shareholder as a Defaulting Shareholder (as such term is defined in the following paragraph) and the amounts due by the Shareholder will not bear any interest and such Shareholder will be entitled to receive distributions which have been made, if any, between the Payment Date and expiry of such five (5) Business Day period following the date of sending of the Warning of Default.

2. In the event of a default in payment or a failure to cure a default after the five (5) Business Day period following the sending of the Warning of Default, the Shareholder shall be deemed to be a defaulting investor (a "Defaulting Shareholder") with retroactive effect from the Payment Date and will not be entitled to receive any distributions which have been made between the Payment Date and expiry of such five (5) Business Day period following the date on which the Warning of Default was sent.

12.2 In the event that the default is not remedied within the five (5) Business Day period following the date on which the Warning of Default was sent, the General Partner will be entitled to send a default letter to the Defaulting Shareholder (the "Default Letter") to such Defaulting Shareholder and may proceed in the following manner.

12.2.1 In addition, subject to the provisions of Article 12.2.2 below, the General Partner shall make sure that (i) the Defaulting Shareholder will not receive any distribution of any kind whatsoever until the date on which the Company has realised or distributed all its assets and may make a final distribution of all remaining assets to the Shareholders, (ii) the voting rights attached to the Shares held by such Shareholder will be suspended, and (iii) if the Defaulting Shareholder is a member of the Advisory Committee, it will be dismissed from its functions in this respect, unless the default situation is remedied within the timeframe according to 12.2.2 below.

Furthermore, any late payment of amounts due with respect to any capital call or any other amount required to be funded pursuant to these Articles, the Prospectus or the Defaulting Shareholder's Subscription Agreement, may entail, upon decision of the General Partner, the payment to the Company of interest (the "Accrued Interest") calculated prorata temporis on the basis of the Euribor 3 months rate (the last rate published on the Payment Date) plus 500 basis points applied to the amount due by the Defaulting Shareholder from the Payment Date and until payment of amounts owed has been received in full by the Company, without prejudice to any action which the Company may bring against the Defaulting Shareholder, and the option for the Company to exercise the rights referred to in Article 12.2.3 below.

12.2.2 If the default is remedied in full within fifteen (15) Business Days of the sending of the Default Letter (including, for the avoidance of doubt, the payment of the defaulted amounts plus Accrued Interest hereon), the Defaulting Shareholder shall recover (i) its rights to receive distributions made, including any distributions which took place between the Payment Date and the date the default was remedied in full, (ii) its rights to exercise the voting rights attached to its Shares, and (iii) as the case may be, its functions of member of the Advisory Committee.

If the default is not remedied within fifteen (15) Business Days of the sending of the Default Letter, the General Partner must enforce collection of the unpaid amounts against the Defaulting Shareholder.

12.2.3 In addition, if the collection proves being impossible within a reasonable timeframe or if the General Partners so decides, the General Partner will exercise, one or more of the options set out below:

(a) The Class A, Class C and/or Class E Shares held by the Defaulting Shareholder (the "Defaulting Shareholder's Shares") may be transferred in full or in part to one or more other Shareholders and/or to one or more third parties. In such

case, the General Partner shall inform the Defaulting Shareholder of its intention to transfer the Defaulting Shareholder's Shares. The Defaulting Shareholder may designate one or more transferee(s) within thirty (30) Business Days from the Payment Date, it being specified that this period may be extended by the General Partner. Any proposed Transfer must comply with the provisions of Article 9, in particular with respect to the prior approval of the General Partner. If the Defaulting Shareholder and the transferee(s) designated agree on a price, the Defaulting Shareholder's Shares will be sold at the agreed price, which may not be lower than the unpaid capital calls and/or any other unpaid amount required to be funded by the Defaulting Shareholder pursuant to these Articles, the Prospectus or such Shareholder's Subscription Agreement due by the Defaulting Shareholder increased by any costs incurred, if applicable, by the Company and/or the General Partner, the Defaulting Shareholder's Shares will be transferred at such price.

If (i) the Defaulting Shareholder and the designated transferee(s) do not agree on a price, (ii) the Defaulting Shareholder did not designate any transferee(s) within the required period, (iii) pursuant to Article 9, the General Partner did not approve the Transfer to the transferee(s) designated by the Defaulting Shareholder or (iv) all or part of the Defaulting Shareholder's Shares is not transferred for any other reason, the General Partner may (x) designate one or more purchasers, in which case the General Partner and the so designated purchaser(s) shall agree on the price, which may not be lower than the unpaid capital calls, or (y) auction the Defaulting Shareholder's Shares according to the conditions set forth below.

Out of the net proceeds of the Transfer of Defaulting Shareholder's Shares, the General Partner will first deduct any amounts which are owed to the Company under funds called and which have not been paid by the Defaulting Shareholder and any Accrued Interest incurred until payment of the transfer price has been received. The General Partner will then deduct for its own account, the account of the Company, the other Shareholders, the Depositary, the Central Administration Agent, an amount equal to all expenses incurred or damages suffered by them due to the Defaulting Shareholder's failure to pay in the capital calls. The Defaulting Shareholder will receive the balance, if any.

In the event of a Transfer, the corresponding registration of the Defaulting Shareholder will automatically be struck off the Register. The designated purchaser(s) will only become the owner(s) of the relevant Shares after having complied with the conditions referred to in Article 9, in particular after having signed a transfer agreement in which the purchaser(s) agrees to pay in the remaining Undrawn Commitment attached the relevant Shares it(they) has(have) acquired.

(b) If the General Partner decides not to proceed pursuant to paragraph (a) above, the General Partner may, at its sole discretion, decide that the Company will redeem all or part of the Defaulting Shareholder's Shares.

The relevant Shares will be redeemed by the Company at a fixed price (the "Redemption Price") equal to fifty per cent (50%) of the lesser of the two following amounts: (i) the paid-up amount attributable to the Defaulting Shareholder's Commitment under the relevant Defaulting Shareholder's Shares, net of any distributions received by the Defaulting Shareholder with respect thereto, and (ii) the latest available Net Asset Value of the relevant Defaulting Shareholder's Shares.

The Redemption Price will be paid after the Company has fully paid an amount equal to the paid-up amount relating to the Shares of the relevant Class issued to the other Shareholders.

The General Partner may deduct any Accrued Interest up to the redemption date from the Redemption Price, as well as, for its own account, the account of the Company, the other Shareholders, the Depositary, the Central Administration Agent, an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by them arising from the Defaulting Shareholder's default and any other third-party costs arising out of the default of the Defaulting Shareholder (unless already incurred in the expenses or damages incurred by the Company). The Defaulting Shareholder will receive the balance, if any.

The Shares redeemed by the Company will be cancelled.

12.3 If a Shareholder holding Class B and/or Class D Shares does not make, in full or in part, a payment corresponding to a capital call or any other amount required to be funded pursuant to these Articles, the right of such Shareholder to receive distributions from the Company will be suspended until the relevant Shareholder meets its drawdown obligations.

13. Net asset value.

13.1 Assets Valuation

The assets of the Company will be valued by the General Partner or the AIFM, if any, or any other party, which shall satisfy the requirements of the 2007 Law and the AIFM Law. The valuation will be carried out in accordance with the methodologies provided for in the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV) as updated from time to time at least once a year. In case of appointment of an external valuer for the valuation of the Company's assets, it shall not delegate the valuation function to a third party. The name of the appointed external valuer (if any) will be incorporated in the Prospectus.

When the Investments are not listed on a Financial Instruments Market or have not been recently traded or when market conditions do not allow for an orderly transaction between market participants, the General Partner or the AIFM, if any, may also adjust upwards or downwards the historical cost of acquisition to factor in (a) the bid/ask evolution of a group of comparable bonds since investment in the given Investment and (b) the evolution of the operating performance and the net leverage of the relevant Investment and/or (ii) perform a loan to value analysis based on listed peers and/or transaction comparable in order to assess if, in case of an orderly exit process from the borrower, the total proceeds to be received would totally or only partially repay the Investment held by the Company.

The value of any cash on hand or on deposit, money market instruments, bills, demand notes, accounts receivable, prepaid expenses is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in

full, in which case, the value hereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect true value hereof.

The value of net assets of the Company (the "Net Assets") is equal to the difference between (i) the value of its gross assets (including an accrued but unpaid interest) plus any amount of cash / readily available or liquid assets and (ii) the aggregate amount of any financial liabilities and any provisions estimated in good faith. The Company's assets are valued on the basis of their fair value.

If any risk coverage transactions are used (e.g. hedging transactions intended to cover fluctuations of currency exchange rates and market interest rates), the valuation method used shall be based on the fair value estimated with care and in good faith. The values expressed in a currency other than the reference currency of the Company will be converted at the applicable exchange rate in Luxembourg on the relevant Valuation Date. The General Partner or the AIFM, if any, is authorised to draft or amend the rules applicable to determination the relevant valuations.

13.2 Net Asset Value of the Shares

The accounting and computation of the net asset value of each Class of Share (the "Net Asset Value") will be realised by the Central Administration Agent under the responsibility of the General Partner or the AIFM, if any, on a quarterly basis, and will be reviewed by the Statutory Auditor on a semi-annual basis. The Net Asset Value will be established in EUR as of each Valuation Date. The Net Asset Value may be determined more frequently for the purposes of redeeming Shares.

The Net Asset Value by Class of Share will be calculated as follows. Each Class of Share participates in the Company according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each Class of Share pursuant to the provisions of the Prospectus. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of Share on a given valuation date, less liabilities relating to that Class of Share on that valuation date, is the total Net Asset Value attributable to that Class of Share on that valuation date. The same principles will apply for calculation of the Net Asset Value of a Series of Shares within a Class of Share.

For the avoidance of doubt, in determining the amount of the liabilities relating to the relevant Class, the Company shall take into account, inter alia, all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its General Partner, investment advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to the Depositary and its correspondents, the Central Administration Agent, listing agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable travelling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue redemption and conversion prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex.

The Net Asset Value per Share of that Class as at a Valuation Date equals the total Net Asset Value of that Class as at that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class in circulation as at that Valuation Date. The Net Asset Value per Share will be given to three places after the decimal.

The Net Asset Value by Class as at each Valuation Date will be sent to the Shareholders at the latest within ninety (90) days of such Valuation Date.

14. Suspension of calculation of the net asset value. The General Partner or the AIFM, if any, may suspend calculation of the Net Asset Value in any of, but not limited to, the following events:

- (a) when there is an emergency situation following which it is impracticable for the Company to dispose of or value a substantial part of its assets;
- (b) when the means of communication or calculation usually used to determine the price or value of investments, stock or other market prices are out of service;
- (c) when, for any other reason, the value of any Investment cannot be determined promptly or accurately.

Any Shareholder affected by a suspension will be informed of such a suspension if the General Partner or the AIFM, if any, determines that such suspension will exceed eight (8) days.

15. General partner. The general partner, Kartesia GP I (RCS B 193899), (the "General Partner"), is responsible for the overall management of the Company.

The General Partner is entitled to receive a management fee from the Company. The amount of such management fee will be determined in accordance with the provisions of the Prospectus.

Subject to the powers vested in the AIFM, if any, the General Partner is fully liable for the decisions concerning the general administration and policy relating to the Investments and divestments of the Company. Subject to the same reser-

vation, the General Partner is invested with the most extensive powers and authority to complete all administrative and disposal actions falling within the purpose of the Company as described in greater detail in article 4 and in the Prospectus.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company will not be dissolved and liquidated automatically, provided that an administrator, who needs not be a Shareholder of the Company, is appointed by the shareholders of the General Partner to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator will convene within fifteen (15) days of its appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements applicable to the amendment of these Articles, a new general partner (the "New General Partner") approved or likely to be approved by the CSSF. Failing such appointment within the aforementioned period, the Company will be dissolved and liquidated.

Any New general partner must adhere to the rules that have been accepted by the General Partner as well as the restrictions imposed on the New General Partner pursuant to the provisions of the Prospectus. The Depositary shall be kept informed and may decide to cease carrying out its duties as depositary of the Company.

The appointment of a New General Partner is not subject to the approval of the General Partner.

16. Powers of the general partner. The General Partner is, within the limits set out in these Articles and the Prospectus, vested with the broadest powers to perform all administrative and disposal actions falling within the purpose of the Company, in particular in compliance with the investment policy, objectives and strategy and the investment restrictions as determined in the Prospectus. The General Partner has the power, including but not limited to:

- (a) direct the formulation of investment policies and strategies for the Company;
- (b) investigate, select, negotiate, structure, purchase, invest in, hold, pledge, exchange, transfer and sell or otherwise dispose of an Investment;
- (c) monitor the performance of any Investment, to designate, if applicable, members of the board of directors or creditor committee (as the case may be) of Portfolio Companies in which the Company would have directly or indirectly invested or to obtain equivalent representation, to exercise all rights, powers, privileges and other incidents of ownership or possession with respect to Investments and to take whatever action, including any decisive steps relating to interests issued by such Investments, as may be necessary or advisable as determined by the General Partner in its sole and absolute discretion;
- (d) to form subsidiaries and or other holding or investment entities in connection with the Company's business;
- (e) to enter into any kind of activity and to enter into, perform and carry out contracts of any kind necessary to, in connection with, or incidental to the accomplishment of the purposes of the Company, including but not limited to any Subscription Agreements or side letters entered into with Shareholders;
- (f) except as may be expressly limited by the provisions herein, to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, instruments or other documents necessary to carry out the intentions and purposes of the Company;
- (g) to open, maintain and close bank accounts and draw checks or other orders for the payment of money and open, maintain and close brokerage, money market fund and similar accounts;
- (h) to employ, engage and dismiss (with or without cause), on behalf of the Company, any person, including an Affiliate of any Shareholder, to perform services for, or furnish goods to, the Company;
- (i) to hire, for usual and customary payments and expenses, consultants, brokers, attorneys, accountants and such other agents for the Company as it may deem necessary or advisable, and authorize, any such agent to act for and on behalf of the Company;
- (j) to purchase insurance policies on behalf of the Company, including for director and officer liability and other liabilities; and
- (k) to pay all fees and expenses of the Company and the General Partner in accordance with the Prospectus.

The General Partner, may, in accordance with the relevant provisions of the 2007 Law and the AIFM Law, delegate the daily management of the Company and/or of the management of the assets of the Company (including but not limited to investment and divestment decisions, and any or all the foregoing) and the representation of the Company within such daily management and/or management of the assets to one or more persons or committees of its choice or delegate special powers or proxies, or entrust specific permanent or temporary functions to persons or committees chosen by it.

17. Actions by the general partner.

17.1 Except as may be expressly limited by the provisions of these Articles, the General Partner shall be specifically authorized to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, undertakings, instruments or other documents necessary to carry out the intentions and purposes of these Articles and of the Company.

17.2 The General Partner, in its discretion, may enter into, terminate or approve any modifications or amendments of, any service, advisory, management or other agreement entered into in the name and on behalf of the Company.

17.3 Any documentation, analysis, data or other information gathered or produced by the General Partner in connection with the management of the Company shall become the property of the General Partner.

18. AIFM. The General Partner may appoint an external party to act as the Company's alternative investment fund manager (the "AIFM") under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the 2007 Law and the AIFM Law. Details regarding the appointment of the AIFM will be set out in the Prospectus.

In case of such appointment, the AIFM may from time to time, appoint officers of the AIFM considered necessary for the operation and management of the AIFM and delegate to them its powers. Any such appointment may be revoked at any time by the AIFM. Any officers of the AIFM need not be directors or shareholders of the AIFM. The officers appointed shall have the powers and duties given to them by the AIFM.

19. Representation of the company. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner and/or the AIFM, if any and within the scope of its powers, acting through one or more duly authorised signatories, as designated by the General Partner and/or the AIFM in their sole discretion or by the signature(s) of any other person(s) to whom signatory power has been delegated by the General Partner and/or the AIFM, within the limits of such power.

Any resolution of a general meeting of Shareholders creating rights or obligations of the Company vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner. Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending these Articles must be passed with the special quorum and majority requirements disclosed under Article 30 below and the consent of the General Partner. Each amendment to these Articles entailing a variation of rights of a Class requires that the special quorum and majority requirements are met both at the level of (i) the Shareholders and (ii) the Shareholders of the relevant Class or Classes concerned.

20. Indemnification.

20.1 The Company shall, to the fullest extent permitted by applicable law, indemnify and hold harmless each Covered Person (as defined hereafter) (i) out of any Company distributions to which Shareholders are entitled, or (ii) by calling a Further Drawdown from the Shareholders, from and against any and all claims, demands, liabilities, costs, expenses, damages, losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, of whatever nature, liquidated or unliquidated ("Claims"), that may accrue to or be incurred by any Covered Person, or in which any Covered Person may become involved, as a party or otherwise, or with which any Covered Person may be threatened, relating to or arising out of the investment or other activities of the Company, activities undertaken in connection with the Company, or otherwise relating to or arising out of these Articles or the Prospectus, including amounts paid in satisfaction of judgements, in compromise or as fines or penalties, and counsel fees and expenses incurred in connection with the preparation for or defence or disposition of any investigation, action, suit, arbitration or other proceeding (a "Proceeding"), whether civil or criminal (all of such Claims, amounts and expenses referred to in this Article 20.1 are referred to collectively as "Damages"), except to the extent that it shall have been determined by a non-appealable final decision of a court of competent Luxembourg jurisdiction that such Damages were directly caused by Disabling Conduct (as defined hereafter) of such Covered Person.

For purposes of this Article 20.1:

(i) "Covered Person" shall mean the General Partner, the AIFM, the Adviser, and each of their respective Affiliates; each of the current and former shareholders, officers, directors, employees, partners, members, managers, advisers, representatives and agents of any of the General Partner, the AIFM, any Advisory Committee and each of their respective Affiliates; and any other person designated by the General Partner as a Covered Person who serves at the request of the General Partner or the AIFM on behalf of the Company as an officer, director, employee, partner, member, agent of any other person that is an Affiliate of the General Partner, the AIFM or the Company, including in particular any person nominated by the General Partner and/or the Company to be a director, an advisor or member of the supervisory board, member of the advisory committee or member of the investors committee (or any equivalent position) of a Portfolio Company and any duly appointed member of the Advisory Committee.

(ii) "Disabling Conduct" shall mean an act or omission by such person constituting gross negligence ("faute lourde"), its wilful misconduct ("dol"), or a fraud ("fraude").

20.2 Reasonable expenses (including legal fees) incurred by a Covered Person in defence or settlement of any Claim that may be subject to a right of indemnification pursuant to this Article 20 may be advanced by the Company prior to the final disposition thereof upon receipt of an undertaking by or on behalf of such Covered Person to repay such amount if it shall be determined by a final non-appealable decision of a court of competent Luxembourg jurisdiction that the Covered Person was not entitled to be indemnified hereunder.

20.3 The provisions of this Article 20 shall continue to afford protection to each Covered Person regardless of whether such Covered Person remains in the position or capacity pursuant to which such Covered Person became entitled to indemnification under this Article 20 and regardless of any subsequent amendment to these Articles or the Prospectus, and no amendment to these Articles or the Prospectus shall reduce or restrict the extent to which these indemnification provisions apply to actions taken or omissions made prior to the date of such amendment.

20.4 Covered Persons shall be indemnified in accordance with such Article 20 until the second anniversary of the Final liquidation Date (as such term is defined into the Prospectus). In addition, the total of the indemnities payable under this Article 20 shall be limited to forty percent (40%) of the Total Commitments.

21. Conflicts of interest.

21.1 The following inherent or potential conflicts of interest should be considered:

21.2 The General Partner, the AIFM, the investment adviser and/or the investment manager if appointed, will act exclusively in the best interest of the Company. The interest of the managers of the General Partner and the AIFM, the investment adviser and/or the investment manager, if appointed, and their interest in companies associated with the management, promotion and marketing of the Company and the Shares will be set out in the Prospectus.

21.3 In the conduct of its business, the policy of the General Partner, the AIFM, the investment adviser and/or the investment manager, if appointed, is to identify, manage and where necessary prohibit any action or transaction that may pose a conflict between the interest of the General Partner, the AIFM, the investment adviser and/or the investment manager, if appointed, and the Company or its Shareholders and between the interest of one or more Shareholders and the interest of one or more other Shareholders. The General Partner, the AIFM, the investment adviser and/or the investment manager, if appointed, will strive to manage any conflicts in a manner consistent with the highest standards of integrity and fair dealing.

21.4 Notwithstanding its due care and best effort, there is a risk that the organisational or administrative arrangements made by the General Partner, the AIFM, the investment manager and/or the investment adviser, if appointed, and their members for the management of conflicts of interest may not be sufficient to ensure with reasonable confidence, that risks of damage to the interest of the Company or its Shareholders are prevented. The General Partner, the AIFM, the investment manager and/or the investment adviser, if appointed, and their members will attempt to resolve all nonetheless arising conflicts in a manner that is deemed equitable to all parties under the given circumstances. For this purpose, the General Partner or the AIFM, if appointed, will implement procedures that shall ensure that any business activities involving a conflict which may harm the interests of the Company or its investors, are carried out with an appropriate level of independence and that any conflicts are resolved fairly and in case in a manner that avoids adversely affecting the interests of the Company and of its investors.

22. Fair treatment of investors. Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, each investor should note that one or more investor(s) of a Company may obtain a preferential treatment as regards, amongst others, the fees to be paid, the various reports and information to be received, the right to be consulted and/or represented in advisory and/or any other Company's committees, the co-investment opportunities, etc. Further details on any such preferential treatment, including the type of investors that may obtain such preferential treatment will be made available to all investors without cost upon request.

23. U.S. Matters. Each Shareholder and each transferee of a Shareholder's Shares shall furnish (including by way of updates) to the General Partner, or any third party designated by the General Partner (a "Designated Third Party"), in such form and at such time as is reasonably requested by the General Partner (including by way of electronic certification) any information, representations, waivers and forms relating to the Shareholder (or the Shareholder's direct or indirect owners or account holders) as shall reasonably be requested by the General Partner or the Designated Third Party to assist it in obtaining any exemption from, reduction in or refund of any withholding or other taxes imposed by any taxing authority or other governmental agency (including withholding taxes imposed pursuant to the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement, or any agreement entered into pursuant to any such legislation or intergovernmental agreement) upon the Company, amounts paid to the Company, or amounts allocable or distributable by the Company to such Shareholder or transferee. In the event that any Shareholder or transferee of a Shareholder's interest fails to furnish such information, representations, waivers or forms to the General Partner or the Designated Third Party, the General Partner or the Designated Third Party shall have full authority to take any and all of the following actions: (i) withhold any taxes required to be withheld pursuant to any applicable legislation, regulations, rules or agreements; and (ii) compel or effect the transfer of the Shareholder's or transferee's Shares. If requested by the General Partner or the Designated Third Party, the Shareholder or transferee shall execute any and all documents, opinions, instruments and certificates as the General Partner or the Designated Third Party shall have reasonably requested or that are otherwise required to effectuate the foregoing. Each Shareholder hereby grants to the General Partner or the Designated Third Party a power of attorney, coupled with an interest, to execute any such documents, opinions, instruments or certificates on behalf of the Shareholder, if the Shareholder fails to do so.

The Company or the Designated Third Party may disclose information regarding any Shareholder (including any information provided by the Shareholder pursuant to this Article) to any person to whom information is required or requested to be disclosed by any taxing authority or other governmental agency including transfers to jurisdictions which do not have strict data protection or similar laws, to enable the Company to comply with any applicable law or regulation or agreement with a governmental authority.

Each Shareholder hereby waives all rights it may have under applicable bank secrecy, data protection and similar legislation that would otherwise prohibit any such disclosure and warrants that each person whose information it provides (or has provided) to the General Partner or the Designated Third Party has been given such information, and has given such consent, as may be necessary to permit the collection, processing, disclosure, transfer and reporting of their information as set out in this Article and this paragraph.

Each Shareholder understands and agrees that the General Partner or the Designated Third Party may enter into agreements on behalf of the Company with any applicable taxing authority (including any agreement entered into pursuant to

the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement) to the extent it determines such an agreement is in the best interest of the Company or any Shareholder.

The Company is authorized, in accordance with Article 9, to compel a FATCA Recalcitrant Shareholder to sell its interest in its Shares, or may sell such FATCA Recalcitrant Shareholder's interest on behalf of such FATCA Recalcitrant Shareholder at a fixed price equal to the lower of the following two amounts: (i) the paid-up amount attributable to the Shares held by a FATCA Recalcitrant Shareholder, net of any distributions received by such FATCA Recalcitrant Shareholder with respect thereto and (ii) the latest available Net Asset Value of the relevant FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares. In accordance with Article 9.3, the proceeds available to a FATCA Recalcitrant Shareholder will be subject to deductions for expenses, fees, damages, and taxes, also for any deduction for withholding taxes pursuant to FATCA as set forth in this Article 23.

The Company is authorized to withhold thirty percent (30%) on all payments made to a FATCA Recalcitrant Shareholder pursuant to FATCA and no additional amounts will be paid in respect of any such amounts withheld.

24. Depository. The General Partner and the AIFM (if any) shall enter into a depository agreement with a credit institution, investment firm, professional depository of assets other than financial instruments or any other eligible entity that may qualify as depository from time to time, as these entities are defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time, and which shall satisfy the requirements of the 2007 Law and AIFM Law (the "Depository").

The Depository shall fulfil the duties and the responsibilities provided for by Part II of the 2007 Law, the AIFM Law as well as by all other applicable Luxembourg laws and regulations.

Under the conditions set forth in the 2007 Law and AIFM Law, the Depository may discharge itself of liability towards the Company and its investors. In particular, under the conditions laid down in the AIFM Law, including the condition that the investors of the Company have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depository can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19(11) point (d)(ii) of the AIFM Law. Additional details are disclosed in the Prospectus.

If the Depository desires to retire, the General Partner and the AIFM, if any, shall use their best endeavours to find a successor depository and will appoint it in replacement of the retiring Depository. The General Partner and the AIFM, if any, may terminate the appointment of the Depository but shall not remove the Depository unless and until a successor depository have been appointed to act in the place thereof. The functions and responsibilities of the Depository in accordance with the 2007 Law and the AIFM Law shall be transferred to the successor Depository within two (2) months time, with the prior approval of the CSSF.

25. Advisory committee. An advisory committee may be implemented by the General Partner which sets its members and procedures under the conditions provided for in the Prospectus (the "Advisory Committee").

26. Independent auditor. The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by an independent auditor ("réviseur d'entreprise agréé"), who need not be a Shareholder and who shall carry out duties prescribed by the 2007 Law. The independent auditor will be elected by the general meeting of Shareholders for a period not exceeding six (6) years, and will hold office until its successor is elected. The independent auditor is re-eligible and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of Shareholders.

The independent auditor will perform the verifications and audits provided for by law. It will, in particular, certify the accuracy and regularity of the accounts and any information of an accounting nature contained in the management reports, and inform the General Partner's shareholders and the CSSF of any irregularities or inaccuracies noted in the performance of its mission.

27. General meeting of shareholders. The general meeting of Shareholders represents all the Shareholders of the Company. Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of Shareholders must be approved by the General Partner and a majority of the votes cast during the meeting, for which no quorum shall be prescribed. The general meeting of Shareholders has the powers expressly reserved to it by law and these Articles, provided that, except as otherwise provided for herein, no resolution shall be adopted unless it is approved by the General Partner.

The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Company.

All general meetings of Shareholders shall be chaired by the General Partner.

Any resolution of a general meeting of Shareholders convened for purposes of deciding upon a proposed amendment to these Articles must, unless otherwise provided for by law, be passed with the special quorum and requirements referred to in Article 30 below.

The general meeting of Shareholders of the Company shall meet when convened by the General Partner.

If all the Shareholders are present or represented at the general meeting of the Shareholders, the meeting may be held without prior notice to the extent that the Shareholders expressly acknowledge that they have been informed of the agenda of the meeting or waive prior notice of such meeting.

The annual general meeting of the Company shall be held in the City of Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice sent by the General Partner, at 2pm on 16 June. If such day is not a Business Day, the meeting will be held on the following Business Day.

Other general meetings of Shareholders may be held at such places and times specified in their respective convening notices.

Each Share is entitled to one (1) vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who need not be a Shareholder of the Company.

Any Shareholder may participate in a general meeting of the Shareholders by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis, and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence of such person at such meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

28. Financial year, reporting, financial and other information to investors. The Company's financial year starts on 1st January and ends on 31st December of each year. The last fiscal year may exceptionally end on the final liquidation date of the Company.

The Central Administration Agent will prepare for each financial year the annual report of the Company under the supervision and responsibility of the General Partner and the AIFM, if any, and established in accordance with generally accepted accounting principles in Luxembourg and the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines ("IPEV"), which will include the annual accounts certified by the independent auditors and a management report prepared in accordance with applicable regulations. While preparing its reporting, the AIFM will take into account the rules set out by the IPEV as updated from time to time.

The annual accounts of the Company for each financial year will include a balance sheet, a profit and loss account and schedules thereto including the Net Asset Value of the Shares, in accordance with generally accepted accounting principles as accepted in Luxembourg. A copy of the annual report will be sent to each Shareholder as soon as practicable after each financial year and in any event within four (4) months from the end of each financial year.

The General Partner or the AIFM, if any, will also provide the investors with informal quarterly and semi-annual reports.

Any financial and other information concerning the Company as prescribed by the 2007 Law and the AIFM Law, including without limitation, the composition of the portfolio held by the Company, the Net Asset Value per Share, the issue prices of Shares, the past performance of the Company, as well as any material changes thereof will be made available free of charge to each investor before they invest in the Company on any Business Day during normal business hours at the registered office of the Company and at such places as specified in the Prospectus.

In addition, the Company will make available at its registered office and at such places or in any such manner as specified in Prospectus to each investor any other information as prescribed by the 2007 Law and the AIFM Law, including in particular and without limitation, the percentage of the Company's assets which are subject to special arrangements arising from their illiquid nature, the risk profile of the Company, the risk management systems employed for managing the risks to which the Company is or may be exposed to, the total amount of leverage calculated in accordance with the gross and commitment methods employed by the Company.

29. Distributions. The right to distributions under any form (including any distribution of dividends, proceeds, reimbursement or redemption of Shares) is determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus and within the limits of the law. No distribution of any proceeds can take place if, subsequent to such distribution, the share capital of the Company would fall below the minimum capital provided for by law.

The General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth in the 2007 Law and these Articles.

No distribution shall result in the issued capital of the Company falling below one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000).

30. Amendments to the articles of incorporation. The quorum for any general meeting of Shareholders convened for purposes of deciding upon a proposed amendment to these Articles is equal to 50 % of the capital of the Company. If the quorum is not met, a second meeting may be convened, which shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented at the meeting. At both meetings, resolutions must be approved by the General Partner and a majority of at least two thirds (2/3) of the votes cast during the meeting. As an exception to the foregoing, the approval of the General Partner shall not be required for an amendment of these Articles pursuant to a Shareholder decision to transfer the management of the Company as a result of a "Key Person Event, a "Divorce for Cause" or a "No Fault Divorce" procedure (as the case may be) set forth in the Prospectus.

31. Dissolution of the company. The Company shall be dissolved at the expiration of the Term of the Company.

The General Partner may decide to dissolve the Company at any time with the prior consent of the Shareholders obtained pursuant to the quorum and majority conditions required for purposes of amending these Articles. The General Partner shall inform the Depositary of any such proposal prior to the meeting of the Shareholders.

In addition, the Company might be dissolved if the General Partner is dissolved or subject to insolvency or liquidation proceedings, or if the General Partner ceases to be in business for any reason. In such a situation, the Company will not be dissolved if the Shareholders decide to continue the Company and transfer its management to a New General Partner, pursuant to the provisions of Article 15. Any new general partner must adhere to the rules that have been accepted by the General Partner as well as the restrictions imposed on the New General Partner pursuant to the provisions of the Prospectus. The Depositary shall be kept informed and may decide to cease carrying out its duties as depositary of the Company.

If the share capital of the Company, increased by any share premiums, falls below two thirds (2/3) of one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000), the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to a general meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by a simple majority of the votes cast at the meeting.

If the share capital of the Company, increased by any share premiums, falls below a quarter (1/4) of one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000), the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to a general meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall be approved by Shareholders holding one fourth (1/4) of the Shares present or represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the capital has fallen below two thirds (2/3) or a quarter (1/4) of the minimum capital.

32. Liquidation. Upon the liquidation of the Company, the general meeting of Shareholders shall appoint one or more liquidators upon proposal by the General Partner, in charge of the liquidation procedure in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law. Such meeting shall determine its (their) powers and remuneration. The liquidator(s) must be approved by the CSSF. The General Partner may be appointed as liquidator.

The liquidator appointed in accordance with the preceding paragraph will be vested with the broadest powers to sell the Company's assets, pay any creditors and distribute the remaining balance amongst the Shareholders. The liquidation period will end once the Company has been able to sell or distribute all the Investments.

The Company may be liquidated upon a decision of the General Partner or the general meeting of Shareholders in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law. The General Partner shall cause the Company to pay all costs of liquidation and all the debts, obligations and liabilities of the Company, and shall make adequate provisions for any present or future or foreseeable obligations, in each case to the extent of the Company's assets. Any remaining proceeds and assets shall be distributed to the Shareholders and shall also be used to reimburse the paid-up capital to the holder of the Management Share(s).

The General Partner will verify, on the final liquidation date, that any and all amounts due to Shareholders in accordance with article 13.3 of the Prospectus have been paid. If not, the General Partner shall proceed as described in article 18.2 of the Prospectus.

The amounts unclaimed by the Shareholders upon expiry of the liquidation procedure will be deposited with the Caisse de Consignation of Luxembourg in favour of whom it may concern. If such amounts are not claimed before the time bar, they will be deemed lost.

33. Merger - Spin-Off. Subject to the provisions of Article 291 (4) and (5) of the 1915 Law, the General Partner may either merge, in whole or in part, the Company with another fund that it manages, or split the Company into 2 (two) or more specialized investment funds (fonds d'investissement spécialisés) that it manages, in accordance with the provisions prescribed by applicable law and regulations. Such merger or spin off transactions may only be carried out with the prior approval of the CSSF.

34. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law and the AIFM Law as such laws may be amended from time to time.

Declaration

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: H. WITZKE, F. PELE, G. SADLER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/7740. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 avril 2015.

Référence de publication: 2015063104/1038.

(150071889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Kermadec S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 124.137.661,44.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.

R.C.S. Luxembourg B 32.984.

L'an deux mille quinze, le dix-neuf mars,

Pardevant Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme KERMADEC S.A. (les «Actionnaires Existants»), ayant son siège social au 1, rue de Namur, L-2211 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 32.984, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden en date du 2 février 1990, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 295 du 24 août 1990 et dont les statuts ont été modifiés plusieurs fois et en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Frank Baden en date du 14 octobre 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 282 du 8 février 2006 (la «Société»).

L'Assemblée est ouverte à 15 heures sous la présidence de Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Solange Wolter, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alexandre HOLVOET, juriste d'entreprise, demeurant à Kastanjedreef 68, 3090 Overijse, Belgique.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

- les trois millions huit cent quatre-vingt-un mille cent quatre-vingt-huit (3.881.188) actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées, de sorte que l'assemblée peut valablement statuer sur tous les points de l'ordre du jour dont les Actionnaires Existants ont été pleinement informés;

- l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation et renonciation au droit préférentiel de souscription;
2. Augmentation du capital social de la Société par l'émission de nouvelles actions préférentielles, sous réserve du paiement d'un compte de prime d'émission attaché aux nouvelles actions;
3. Souscription, paiement et émission des nouvelles actions préférentielles et allocation du compte de prime d'émission attaché aux nouvelles actions;
4. Classification des trois millions huit cent quatre-vingt-un mille cent quatre-vingt-huit (3.881.188) actions ordinaires et du compte de prime d'émission existant de la Société respectivement en actions de catégorie A et compte de prime d'émission de catégorie A;
5. Classification des nouvelles actions émises et du compte de prime d'émission y attaché respectivement en actions préférentielles de catégorie B et compte de prime d'émission de catégorie B;
6. Détermination des droits et obligations spécifiques attachés aux actions de catégorie B;
7. Modification subséquente de l'article 5 des statuts,
8. Modification subséquente de l'article 6 des statuts;
9. Modification subséquente de l'article 7 des statuts;
10. Modification subséquente de l'article 12 des statuts;
11. Modification subséquente de l'article 13 des statuts;
12. Création d'un nouvel article 15 des statuts;
13. Procurations; et
14. Divers.

Après que ce qui précède ait été approuvé par les Actionnaires, ces derniers ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé à l'unanimité que les Actionnaires Existants renoncent à leurs droits de convocation préalable afférents à la présente assemblée générale extraordinaire. Les Actionnaires Existants reconnaissent qu'ils ont été amplement informés de l'ordre du jour et en conséquence acceptent de délibérer et voter sur tous les points énumérés à l'ordre du jour. Il est en

autre décidé à l'unanimité que l'ensemble des informations et des documents relatifs à la présente assemblée a été mis à la disposition des Actionnaires Existants en temps utile afin de leur permettre un examen attentif de ces informations et documents.

Chacun des Actionnaires Existants déclare expressément et irrévocablement renoncer à tout droit de souscription préférentiel en vertu de l'Augmentation de Capital, tel que ce terme est défini ci-dessous.

Deuxième résolution

Les Actionnaires Existants décident à l'unanimité d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatorze millions deux cent vingt-deux mille quatre cent dix-sept euros et vingt-huit cents (14.222.417, 28 EUR), aux fins de le porter de son montant actuel de cent neuf millions neuf cent quinze mille deux cent quarante-quatre euros et seize cents (109.915.244,16 EUR) divisé en trois millions huit cent quatre-vingt-un mille cent quatre-vingt-huit (3.881.188) actions sans désignation de valeur nominale, au montant de cent vingt-quatre millions cent trente-sept mille six cent soixante-et-un euros et quarante-quatre cents (124.137.661,44) EUR divisé en quatre millions trois cent quatre-vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-douze (4.383.392) actions sans désignation de valeur nominale, par l'émission de cinq cent deux mille deux cent quatre (502.204) nouvelles actions préférentielles, sans désignation de valeur nominale, assorti du paiement d'un compte de prime d'émission pour un montant global de quatre cent quarante-quatre millions sept cent cinquante-six mille soixante-douze euros et quatre-vingt-dix cents (444.756.072,90 EUR), en contrepartie de (i) un apport en nature (l'«Apport en Nature») à la Société de cinq cent trente-quatre mille quatre-vingt-dix-sept (534.097) actions émises dans le capital social de ERBE S.A., une société anonyme de droit belge ayant son siège social au 12 rue de la Blanche Borne, 6280 Loverval, inscrite au Registre des Personnes Morales de Mons et Charleroi, division Charleroi, sous le numéro 0435.557.615 (les «Actions Apportées»), représentant huit virgule quatre-vingt-dix-neuf pour cent (8,99 %) du capital social de ERBE S.A., préalablement détenues, avant l'Apport, par la société anonyme SWILUX S.A., ayant son siège social au 1, rue de Namur, L-2211 Luxembourg, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 32.570 (le «Nouvel Actionnaire» et, ensemble avec les Actionnaires Existants, les «Actionnaires»), et (ii) un apport en numéraire de cent trente-neuf millions cinq cent mille euros (139.500.000 EUR) réalisé par le Nouvel Actionnaire (l'«Apport en Numéraire» et, ensemble avec l'Apport en Nature, l'«Apport») (l'«Augmentation de Capital»).

Troisième résolution

Intervention - Souscription - Paiement

Le Nouvel Actionnaire a intégralement libéré les actions préférentielles nouvellement émises de la manière suivante:

Actionnaire(s)	Capital souscrit (EUR)	Nombre d'actions préférentielles nouvellement émises	Montant libéré (EUR)
SWILUX	14.222.417,28	502.204	14.222.417,28
Total:	14.222.417,28	502.204	14.222.417,28

Les actions préférentielles nouvellement émises ont été souscrites et libérées intégralement par le Nouvel Actionnaire de sorte que le montant total de quatorze millions deux cent vingt-deux mille quatre cent dix-sept euros et vingt-huit cents (14.222.417, 28 EUR) est à présent à la libre disposition de la Société.

Le Nouvel Actionnaire a également intégralement versé une prime d'émission globale attachée aux actions préférentielles nouvellement émises d'un montant de quatre cent quarante-quatre millions sept cent cinquante-six mille soixante-douze euros et quatre-vingt-dix cents (444.756.072,90 EUR).

Les actions préférentielles nouvellement émises et la prime d'émission globale attachée aux actions préférentielles nouvellement émises ont été libérées au moyen de l'Apport pour un montant total de quatre cent cinquante-huit millions neuf cent soixante-dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-dix mille Euros et dix-huit Cents (458.978.490,18 EUR).

Apport en Numéraire

Le Nouvel Actionnaire déclare que l'Apport en Numéraire consiste en l'apport de cent trente-neuf millions cinq cent mille euros (139.500.000 EUR) versé par le Nouvel Actionnaire à la Société, tel qu'attesté au notaire instrumentant sur présentation d'un certificat bancaire de blocage.

Apport en Nature

Le Nouvel Actionnaire déclare que l'Apport en Nature consiste en l'apport de cinq cent trente-quatre mille quatre-vingt-dix-sept (534.097) actions émises dans le capital social de ERBE S.A., représentant huit virgule quatre-vingt-dix-neuf pour cent (8,99 %) du capital social de ERBE S.A., préalablement détenues, avant l'Apport, par le Nouvel Actionnaire.

Le Nouvel Actionnaire, en sa qualité d'apporteur des Actions Apportées, confirme expressément que:

- (i) Il est le légitime et unique propriétaire des Actions Apportées;
- (ii) Les Actions Apportées sont libres de toutes charges, sûretés, nantissements, ou de tous autres droits de tierces parties;
- (iii) Les Actions Apportées ne sont pas l'objet de litiges ou de revendications de tierces parties;

(iv) Les Actions Apportées sont librement cessibles à la Société y compris tous droits y attachés, ERBE ayant marqué accord quant au transfert des Actions Apportées à KERMADEC;

(v) La cession entre les parties des Actions Apportées est effective à la date du présent acte; et

(vi) Toutes les formalités subséquentes au transfert des Actions Apportées, telles que requises par tout droit applicable, ont été ou seront respectées afin de parfaire l'Apport et de le rendre opposable à l'égard de ERBE S.A. et de toutes tierces parties.

Evaluation de l'Apport en Nature

La valeur de l'Apport en Nature, tel qu'évaluée conjointement par le Nouvel Actionnaire et la Société, est établie à trois cent dix-neuf millions quatre cent soixante-dix-huit mille quatre-cent-quatre-vingt-dix euros et dix-huit cent (319.478.490,18 EUR).

Preuve de l'Apport

La preuve de la valeur de l'Apport a été fournie au notaire instrumentant par:

(i) une copie du rapport en date du 18 mars 2015 établi par Interaudit s.à r.l., cabinet de révision agréé dont le siège social est situé au 1, rue de Namur, L-2211 Luxembourg (le «Rapport de Réviseur»), dont les conclusions sont les suivantes:

«Sur la base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport, qui correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie, augmenté d'une prime d'émission».

(ii) une copie du contrat d'apport conclu entre le Nouvel Actionnaire, agissant en qualité d'apporteur et la Société, agissant en qualité de société réceptrice, aux termes duquel le Nouvel Actionnaire transfère la propriété des Actions Apportées à la Société (le «Contrat d'Apport»).

Quatrième résolution

Il est décidé à l'unanimité des Actionnaires de:

(i) classer et définir les trois millions huit cent quatre-vingt-un mille cent quatre-vingt-huit (3.881.188) actions ordinaires de la Société existantes au jour de la présente assemblée représentant 100% du capital social actuel de la Société, en actions de catégorie A (les «Actions de Catégorie A») numérotées de A1 à A3.881.188; et

(ii) classer et définir le compte de prime d'émission existant associé aux Actions de Catégorie A en «Compte de Prime d'Emission de Catégorie A».

Cinquième résolution

Il est également décidé à l'unanimité des Actionnaires de:

(i) classer et définir les 502.204 actions préférentielles nouvellement émises dans le cadre de l'Augmentation de Capital, représentant 11,46 % du nouveau capital social de la Société tel qu'il résulte de l'Augmentation de Capital, en actions de catégorie B (les «Actions de Catégorie B») numérotées de B1 à B502.204; et

(ii) classer et définir le compte de prime d'émission associé aux Actions de Catégorie B en «Compte de Prime d'Emission de Catégorie B».

Sixième résolution

1. Il est par ailleurs décidé à l'unanimité de compléter et de modifier comme suit les statuts de la Société afin de prévoir des droits et obligations spécifiques attachés aux Actions de Catégorie B.

2. Le droit de jouissance des Actions de Catégorie B nouvellement émises est fixé au 1^{er} janvier 2015.

3. Dans la mesure des sommes distribuables aux actionnaires dans le respect de la loi, il sera attribué automatiquement par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, et payé, un dividende annuel préférentiel et cumulatif aux actions de Catégorie B (le «Dividende Préférentiel») dont le montant se décompose comme suit:

(i) un montant fixe égal à 18.500.000 euros (le «Montant Fixe Annuel») soit 36,84€ (arrondi) par action de catégorie B, et

(ii) un montant variable égal au bénéfice annuel net de l'exercice social multiplié par le pourcentage du capital social de la société détenu par le(s) détenteur(s) des Actions de Catégorie B, plafonné à 2.612.500 euros (le «Plafond Annuel»), soit 5,20€ (arrondi) par action de catégorie B, ou, en cas d'application du paragraphe 8 ci-après, au Nouveau Plafond Annuel (le «Montant Variable Annuel»).

4. Le Dividende Préférentiel est attribué et payé conformément aux règles prévues au dernier paragraphe de l'Article 13 des statuts avant toutes autres attributions, prélèvements, affectations, dotations, distributions ou reports à l'exception de la réserve légale. Il constitue annuellement la seule distribution à laquelle les détenteurs d'Actions de Catégorie B ont droit.

5. Le Dividende Préférentiel sera mis en paiement au plus tard dans le mois suivant l'assemblée générale des actionnaires ayant statué sur l'affectation des résultats annuels.

6. Le Montant Fixe Annuel est récupérable, de telle sorte que tout Montant Fixe Annuel à distribuer en application du paragraphe 3 ci-avant est, dans les limites des sommes distribuables aux actionnaires en vertu de la loi, augmenté des montants à concurrence desquels le Montant Fixe Annuel n'a pas pu être intégralement payé à l'issue d'un ou de plusieurs exercices sociaux, à défaut de sommes distribuables aux actionnaires suffisantes (le «Dividende Préférentiel Reporté»). Les montants récupérables en vertu du présent paragraphe, seront augmentés d'un rendement annuel de 4,6%, jusqu'à complet paiement du Dividende Préférentiel Reporté. Les montants liés à ce rendement sont considérés, au même titre que le Dividende Préférentiel Reporté, comme une distribution dividendaire.

7. Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes, y compris d'acompte sur le Dividende Préférentiel à concurrence du Montant Fixe Annuel et du Dividende Préférentiel Reporté aux conditions et suivant les modalités fixées par l'article 72-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, étant précisé que la décision de distribution d'acompte sur le Dividende Préférentiel doit être prise conformément aux règles prévues au dernier paragraphe du nouvel Article 13 des statuts.

8. Concernant le Montant Variable Annuel, en l'absence de bénéfice annuel net pour un exercice social ou si ce bénéfice annuel net n'est pas suffisant pour atteindre le Plafond Annuel, la différence entre le Plafond Annuel et le Montant Variable Annuel effectivement attribué viendra s'ajouter au Plafond Annuel lors de l'exercice social suivant (le «Nouveau Plafond Annuel»). Le Nouveau Plafond Annuel sera ensuite adapté pour chacun des exercices sociaux suivants en fonction de la différence entre le Montant Variable Annuel effectivement attribué et le Plafond Annuel, entraînant une hausse ou une baisse du Nouveau Plafond Annuel, étant entendu que ce dernier ne peut pas être inférieur au Plafond Annuel.

9. Il est par ailleurs décidé qu'en cas de liquidation de la société pour tous motifs, les Actions de Catégories B devront être remboursées prioritairement aux Actions de Catégorie A, étant entendu qu'aucune Action de Catégorie A ne pourra être remboursée avant que l'intégralité des Actions de Catégories B n'ait été remboursée aux détenteurs des Actions de Catégorie B. Seront également remboursés prioritairement aux détenteurs d'actions de Catégorie B le Compte de Prime d'Emission de Catégorie B ainsi que le Dividende Préférentiel Reporté. Toute décision des actionnaires prise en vertu du présent paragraphe doit se faire conformément aux règles prévues au dernier paragraphe de l'Article 13 des statuts.

Septième résolution

Par suite de l'Augmentation de Capital, les Actionnaires décident de modifier l'Article 5 des statuts de la Société afin de définir le nouveau montant du capital social. Les Actionnaires décident donc à l'unanimité de donner au nouvel article 5 la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital émis de la société est fixé à cent vingt-quatre millions cent trente-sept mille six cent soixante-et-un euros et quarante-quatre cents (124.137.661,44 EUR), divisé en quatre million trois cent quatre-vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-douze (4.383.392) actions intégralement libérées (les «Actions») sans désignation de valeur nominale, et comportant les droits et obligations tels que prévus par les présents statuts.

Les Actions sont divisées en classes d'actions comme suit (les «Classes d'Actions» et chacune une «Classe d'Action»):

(i) 3.881.188 actions de classe A (les «Actions de Catégorie A»);

(ii) 502.204 actions de classe B (les «Actions de Catégorie B»).

Les primes d'émission sont divisées en classes de prime d'émission comme suit:

(i) classe de prime d'émission attachée aux Actions de Catégorie A («Comptes de Primes d'Emission de Catégorie A»);
et

(ii) classe de prime d'émission attachée aux Actions de Catégorie B («Comptes de Primes d'Emission de Catégorie B»).

Le capital social de la société peut à tout moment être modifié par une décision des actionnaires selon les modalités requises pour la modification des statuts. Les Actions de Catégorie B peuvent à tout moment être converties en actions ordinaires sur la base d'un ratio 1:1 (une Action de Catégorie A pour une Action de Catégorie B) conformément aux règles prévues au dernier paragraphe de l'Article 13 des statuts.

Les comptes de primes d'émission ne peuvent être modifiés que dans les mêmes conditions que le capital social, constituant, à l'égal de celui-ci, la garantie des tiers.

Huitième résolution

Par suite de l'Augmentation de Capital, les Actionnaires décident également de modifier l'Article 6 des statuts de la Société en y ajoutant des dispositions relatives au mode de fonctionnement du conseil d'administration de la société. Les Actionnaires décident donc à l'unanimité de donner au nouvel Article 6 la teneur suivante:

« **Art. 6.** La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. La durée de leur mandat ne pourra excéder six ans.

Des indemnités fixes ou variables peuvent être attribuées aux administrateurs et imputées sur les frais généraux faisant partie des comptes soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, sans préjudice du paragraphe suivant.

L'assemblée peut, en outre, décider d'attribuer aux administrateurs, à titre de rémunération, un montant global de tantièmes à prélever sur le bénéfice de l'exercice. Ce montant sera égal à un pourcentage dudit bénéfice qui ne pourra excéder 5% et sera réparti par le Conseil d'Administration entre les administrateurs selon les règles de répartition qui lui sont propres.

Les administrateurs seront convoqués séparément par écrits au moins huit (8) jours à l'avance à chaque réunion du Conseil d'Administration. La réunion se tiendra valablement sans convocation préalable si tous les administrateurs sont présents ou dûment représentés.

Chaque administrateur peut intervenir à chaque réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit un autre administrateur comme mandataire.

Les réunions se tiennent au lieu, date et heure spécifiés dans la convocation.

Une décision écrite signée par tous les administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit ou plusieurs ayant le même contenu.

Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration par téléphone, vidéo conférence ou autre moyen de communication similaire permettant l'identification de cet administrateur et permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion de cette manière équivaut à la participation en personne à une telle réunion. Une réunion tenue par le biais de ces moyens de communication est réputée avoir été tenue au siège social à Luxembourg.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances.

Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux administrateurs.»

Neuvième résolution

Par suite de l'Augmentation de Capital, les Actionnaires décident également de modifier l'Article 7 des statuts de la Société en supprimant la mention relative à la distribution d'acompte sur dividende, une telle distribution étant désormais prévue au nouvel Article 13 des statuts. Les Actionnaires décident donc à l'unanimité de donner au nouvel Article 7 la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non associés. La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne déléguée par le Conseil.»

Dixième résolution

Les Actionnaires décident également de modifier l'article 12 des statuts afin de préciser que le droit de vote est attaché à toutes les Actions de la Société, nonobstant la Classe d'Actions à laquelle les Actions appartiennent. Les Actionnaires décident donc à l'unanimité de donner au nouvel Article 12 la teneur suivante:

« **Art. 12.** Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Chaque fois que les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis aux délibérations, l'Assemblée Générale peut avoir lieu sans convocations préalables.

Tout actionnaire aura le droit de vote en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire bénéficiera de tous les droits à l'information accordés aux actionnaires par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Onzième résolution

Par suite de l'Augmentation de Capital, les Actionnaires décident également de modifier l'Article 13 des statuts de la Société en y ajoutant des dispositions relatives aux droits et obligations attachés aux Classes d'Actions et aux comptes de prime d'émission, étant entendu que le droit de jouissance des Actions de Catégorie B nouvellement émises est fixé au 1^{er} janvier 2015. Les Actionnaires décident donc à l'unanimité de donner au nouvel Article 13 la teneur suivante:

« **Art. 13.**

1. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation du bénéfice net.

2. Le solde créditeur de la société figurant dans l'inventaire annuel, après déduction des frais généraux, dépréciation et provisions, représente le bénéfice net de l'exercice.

3. Cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés au compte de la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire quand la réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social libéré de la société.

4. Le solde, ainsi que les sommes distribuables aux actionnaires dans le respect de la loi, telles qu'elles ressortent des comptes annuels approuvés par l'assemblée générale des actionnaires, peuvent être distribués aux actionnaires sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, selon les dispositions prévues ci-après.

5. Dans la mesure des sommes distribuables aux actionnaires dans le respect de la Loi, il sera attribué automatiquement par l'assemblée générale des actionnaires, et payé, un dividende annuel préférentiel et cumulatif aux actions de catégorie B (le «Dividende Préférentiel») dont le montant se décompose comme suit:

(i) un montant fixe égal à 18.500.000 euros (le «Montant Fixe Annuel») soit 36,84€ (arrondi) par action de catégorie B, et

(ii) un montant variable égal au bénéfice annuel net de l'exercice social multiplié par le pourcentage du capital social de la société détenu par le(s) détenteur(s) des Actions de Catégorie B, plafonné à 2.612.500 euros (le «Plafond Annuel»), soit 5,20€ (arrondi) par action de catégorie B, ou, en cas d'application du paragraphe 10 ci-après, au Nouveau Plafond Annuel (le «Montant Variable Annuel»).

6. Le Dividende Préférentiel est attribué et payé conformément aux règles prévues au dernier paragraphe du présent Article avant toutes autres attributions, prélèvements, affectations, dotations, distributions ou reports à l'exception de la réserve légale. Il constitue annuellement la seule distribution à laquelle les détenteurs d'Actions de Catégorie B ont droit.

7. Le Dividende Préférentiel sera mis en paiement au plus tard dans le mois suivant l'assemblée générale des actionnaires ayant statué sur l'affectation des résultats annuels.

8. Le Montant Fixe Annuel est récupérable, de telle sorte que tout Montant Fixe Annuel à distribuer en application du paragraphe 5 ci-avant est, dans les limites des sommes distribuables aux actionnaires en vertu de la loi, augmenté des montants à concurrence desquels le Montant Fixe Annuel n'a pas pu être intégralement payé à l'issue d'un ou de plusieurs exercices sociaux, à défaut de sommes distribuables aux actionnaires suffisantes (le «Dividende Préférentiel Reporté»). Les montants récupérables en vertu du présent paragraphe, seront augmentés d'un rendement annuel de 4,6%, jusqu'à complet paiement du Dividende Préférentiel Reporté. Les montants liés à ce rendement sont considérés, au même titre que le Dividende Préférentiel Reporté, comme une distribution dividendaire.

9. Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes, y compris d'acompte sur le Dividende Préférentiel à concurrence du Montant Fixe Annuel et du Dividende Préférentiel Reporté aux conditions et suivant les modalités fixées par l'article 72-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, étant précisé que la décision de distribution d'acompte sur le Dividende Préférentiel doit être prise conformément aux règles prévues au dernier paragraphe du présent article.

10. Concernant le Montant Variable Annuel, en l'absence de bénéfice annuel net pour un exercice social ou si ce bénéfice annuel net n'est pas suffisant pour atteindre le Plafond Annuel, la différence entre le Plafond Annuel et le Montant Variable Annuel effectivement attribué viendra s'ajouter au Plafond Annuel lors de l'exercice social suivant (le «Nouveau Plafond Annuel»). Le Nouveau Plafond Annuel sera ensuite adapté pour chacun des exercices sociaux suivants en fonction de la différence entre le Montant Variable Annuel effectivement attribué et le Plafond Annuel, entraînant une hausse ou une baisse du Nouveau Plafond Annuel, étant entendu que ce dernier ne peut pas être inférieur au Plafond Annuel.

11. Toute modification des droits attachés aux Actions de Catégorie B ne sera valablement décidée par l'assemblée générale des actionnaires que si cette décision répond, dans chaque Catégorie d'Actions, aux règles de quorum et de majorité applicables à une telle décision conformément à la Loi ou aux statuts.

Douzième résolution

Les Actionnaires décident également d'ajouter un nouvel article 15 aux statuts ayant pour objet de définir les droits et obligations attachés aux Classes d'Actions en cas de liquidation de la Société. Les Actionnaires décident donc à l'unanimité de donner au nouvel Article 15 la teneur suivante:

« **Art. 15.** La société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite d'un des actionnaires.

La liquidation de la société sera décidée par l'assemblée des actionnaires en conformité avec les dispositions légales applicables.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés selon le cas par l'assemblée générale des actionnaires qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

En cas de liquidation de la société pour tous motifs, les Actions de Catégorie B devront être remboursées prioritairement aux Actions de Catégorie A, étant entendu qu'aucune Action de Catégorie A ne pourra être remboursée avant que l'intégralité des Actions de Catégories B n'ait été remboursée aux détenteurs des Actions de Catégories B. Seront également remboursés prioritairement aux détenteurs d'actions de Catégorie B le Compte de Prime d'Emission de Catégorie B ainsi que le Dividende Préférentiel Reporté. Toute décision des actionnaires prise en vertu du présent paragraphe doit se faire conformément aux règles prévues au dernier paragraphe de l'Article 13 des statuts.»

Treizième résolution

Les Actionnaires donnent pouvoir à deux administrateurs de la Société, agissant conjointement ou individuellement avec un directeur ou un fondé de pouvoirs, au nom et pour le compte de la Société, de modifier, adapter et signer le registre

des actionnaires de la Société et d'y refléter l'augmentation de capital précitée et plus généralement d'entreprendre toutes actions utiles ou nécessaires en relation avec les présentes résolutions.

Coûts et dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges à payer par la Société en raison du présent acte est estimé à sept mille cinq cents Euros (7.500.- EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux membres du bureau, connus du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, A. HOLVOET, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/9655. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

Référence de publication: 2015063122/342.

(150072321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2015.

Loyalty Partner Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 110.640.

I. Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 26 septembre 2013, les actionnaires ont décidé de nommer PricewaterhouseCoopers, avec adresse professionnelle au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, au mandat de réviseur d'entreprises agréée avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014;

II. Par résolutions signées en date du 26 mars 2015, l'actionnaire unique a décidé de nommer Grant Thornton Lux Audit, avec siège social au 89A, Pafebruch L-8308 Capellen, au mandat de réviseur d'entreprises agréée, avec effet au 19 décembre 2014 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2015.

Référence de publication: 2015061289/17.

(150070279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Trias GER IC Berlin - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 192.631.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2015.

Référence de publication: 2015061554/10.

(150070222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Trias GER Parexel - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 192.593.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2015.

Référence de publication: 2015061556/10.

(150070433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Rhine Germany Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 196.276.

—
EXTRAIT

Il résulte de la première décision de l'associé unique de la Société en date du 22 avril 2015 que la société BRE/Management 7 S.A. a démissionné en tant que Geschäftsführer de la Société avec effet au 22 avril 2015.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer la société BRE/Management 8 S.A., société anonyme de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 35 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 195.140, en tant que Geschäftsführer de la Société, avec effet au 22 avril 2015 pour une durée indéterminée.

La Société est désormais gérée par la société BRE/Management 8 S.A. en qualité de Geschäftsführer.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015062469/20.

(150071249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2015.

Rhine Germany Pledgeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 196.269.

—
EXTRAIT

Il résulte de la première décision de l'associé unique de la Société en date du 22 avril 2015 que la société BRE/Management 7 S.A. a démissionné en tant que Geschäftsführer de la Société avec effet au 22 avril 2015.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer la société BRE/Management 8 S.A., société anonyme de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 35 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 195.140, en tant que Geschäftsführer de la Société, avec effet au 22 avril 2015 pour une durée indéterminée.

La Société est désormais gérée par la société BRE/Management 8 S.A. en qualité de Geschäftsführer.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015062472/20.

(150071280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2015.

Sub Lecta 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 182.125.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Signature

Employé

Référence de publication: 2015062581/12.

(150070966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2015.
